

A close-up photograph of a woman's face on the left side, showing her eyes closed and a slight smile. She has freckles and reddish-brown hair. On the right side, there is a blue hoodie with a white drawstring. The background is a soft, out-of-focus light blue.

Assemblée générale mixte

**Mardi 21 mai 2019
à 16h00**
Salle Pleyel
252, rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris

Sommaire

Information et modalités pratiques	1
Comment vous informer ?	1
Comment participer à l'Assemblée générale ?	2
Comment justifier de votre qualité d'actionnaire ?	2
Comment voter ?	3
Comment remplir le formulaire joint à ce document ?	6
Le Groupe en 2018	7
Exposé sommaire de la situation du Groupe pour l'exercice 2018	7
Gouvernement d'entreprise	9
Le Conseil d'administration	9
Les Comités du Conseil d'administration	11
Le Comité Exécutif	11
Propositions de nominations et de renouvellements à l'Assemblée générale du 21 mai 2019	12
Nomination d'une administratrice indépendante	12
Renouvellement des mandats de trois administrateurs indépendants	13
Renouvellement du mandat d'une administratrice représentant l'État	13
Assemblée générale mixte du 21 mai 2019	14
Ordre du jour arrêté par le Conseil d'administration	14
Compléments à l'ordre du jour	15
Projets de résolutions à soumettre à l'Assemblée générale mixte du 21 mai 2019	16
Synthèse des autorisations financières	38
Politique de rémunération des dirigeants mandataires sociaux pour 2019	39
Demande d'envoi de documents	43

Information et modalités pratiques

Comment vous informer ?

Pour tout renseignement sur Orange et son Assemblée générale annuelle :

Internet : www.orange.com/ag2019

E-mail : orange@relations-actionnaires.com

Téléphone : **0 800 05 10 10** 

ou +33 1 40 14 80 07 hors de France
de 9h00 à 18h00 (heure de Paris)
du lundi au vendredi

par courrier : Orange, BP 1010, 75721 Paris Cedex 15

La Responsabilité Sociale d'Entreprise fait partie intégrante de la stratégie du Groupe.

Le respect de l'environnement est l'un des engagements majeurs de cette politique qui peut être consultée en détail à l'adresse suivante :

www.orange.com/fr (dans le menu, rubrique « Human Inside » puis « Notre engagement sociétal »)

L'Assemblée générale est l'occasion d'associer les actionnaires d'Orange à cette démarche, notamment en essayant de limiter l'envoi massif de documents papier (avis de convocation, Document de référence...). C'est à ce titre qu'Orange propose à ses actionnaires de privilégier les formules Internet, courriel ou téléphone.

Les documents relatifs à l'Assemblée générale (en fonction de leur date de parution) peuvent être consultés dans leur intégralité sur le site www.orange.com/ag2019.

Le vote des actionnaires au porteur est également facilité par l'accès à la plateforme de vote en ligne **VOTACCESS** (voir *modalités détaillées* page 4).

Les actionnaires au nominatif peuvent à tout moment opter pour la e-convocation aux Assemblées générales, en s'abonnant directement à ce service sur leur compte **Planetshares**, site de BNP Paribas Securities Services, avec leurs identifiants habituels. Ils peuvent par ailleurs voter en ligne depuis 2003.

Les actionnaires assistant à l'Assemblée générale émargent sur tablette, lors du retrait de leur boîtier de vote à l'accueil.

En utilisant les moyens d'information numériques, les actionnaires d'Orange participent activement à l'objectif environnemental que s'est fixé leur entreprise.

Pour plus d'informations sur les dispositifs de retransmission de l'Assemblée générale, rendez-vous sur le site :

www.orange.com/ag2019

Comment participer à l'Assemblée générale ?

L'Assemblée générale mixte des actionnaires d'Orange se tiendra le **mardi 21 mai 2019 à 16h00 précises (accueil à partir de 14h30)** à :

Salle Pleyel – 252, rue du Faubourg Saint-Honoré – 75008 Paris

Métro : ligne 2 station « Ternes » ; ligne 1, 6 et RER A station « Charles de Gaulle Étoile »

Bus : lignes 43 et 53, arrêt « Hoche Saint-Honoré » ; lignes 30 et 31, arrêt « Place des Ternes »

Vous pouvez assister personnellement à l'Assemblée ou bien voter par correspondance ou par procuration.

Dans ces derniers cas, vous indiquerez votre choix en utilisant le formulaire de « vote par correspondance ou par procuration » joint à cette convocation. De plus, vous avez la possibilité de voter par Internet avant l'Assemblée générale.

Quel que soit le mode de participation que vous choisissiez, vous devez justifier de votre qualité d'actionnaire d'Orange.

En raison des mesures de sécurité, nous vous demandons de vous munir d'une pièce d'identité pour accéder à l'Assemblée générale.

De même, vos sacs et effets personnels sont susceptibles d'être contrôlés à l'entrée par les agents de sécurité.

Comment justifier de votre qualité d'actionnaire ?

- **Pour vos actions détenues au nominatif** : être inscrit en compte nominatif (pur ou administré) du dépositaire central au plus tard deux jours de Bourse ouvrés avant la date de l'Assemblée à 0h00, heure de Paris, soit le vendredi 17 mai 2019 à 0h00.
- **Pour vos actions détenues au porteur** : faire établir, dès que possible, une attestation de participation (attestation de détention de vos titres) par l'intermédiaire financier qui assure la gestion de votre compte titres. Pour être prise en compte, cette attestation devra être datée au plus tard du 17 mai 2019 (date d'enregistrement des titres) et parvenir à BNP Paribas Securities Services, banque centralisatrice pour l'Assemblée générale d'Orange, **le 20 mai 2019 avant 15 heures (date limite de réception)**.

Pour les attestations fournies avant la date d'enregistrement, l'intermédiaire financier s'engage à communiquer au centralisateur, BNP Paribas Securities Services, toute modification de quantité qui sera intervenue jusqu'au deuxième jour ouvré avant la date de l'Assemblée.

Comment voter ?

1. Je souhaite utiliser le formulaire joint pour assister à l'Assemblée générale, voter par correspondance, donner pouvoir au Président ou donner procuration à une autre personne

Je souhaite participer à l'Assemblée

Mes actions sont au nominatif

- 1 Je noircis la **case A** du formulaire
- 2 Je date et je signe en bas du formulaire
- 3 Je retourne le formulaire à **BNP Paribas Securities Services** à l'aide de l'enveloppe T fournie
BNP Paribas Securities Services doit recevoir mon formulaire au plus tard le 20 mai 2019 à 15 heures

BNP Paribas Securities Services m'adresse ma carte d'admission, si ma demande est parvenue avant le 15 mai 2019



Mes actions sont au porteur

- 1 Je noircis la **case A** du formulaire
- 2 Je date et je signe en bas du formulaire
- 3 Je retourne le formulaire le plus rapidement possible à l'intermédiaire financier (banque, société de bourse ou courtier en ligne) qui tient mon compte. Mon intermédiaire financier se charge d'envoyer le formulaire accompagné d'une attestation de participation à :
BNP Paribas Securities Services
CTO Service aux émetteurs – Assemblées –
Les Grands Moulins de Pantin
9, rue du Débarcadère – 93761 Pantin Cedex
BNP Paribas doit recevoir ces documents au plus tard le 20 mai 2019 à 15 heures

BNP Paribas Securities Services m'adresse ma carte d'admission, si ma demande est parvenue avant le 15 mai 2019



Je me présente le jour de l'Assemblée avec ma carte d'admission et je vais retirer mon boîtier de vote à l'un quelconque des guichets « actionnaires avec carte ». Mon émargement se fait sur tablette numérique.

Si votre demande de carte est parvenue à BNP Paribas Securities Services après le 15 mai 2019 à 15 heures, adressez-vous aux guichets des « actionnaires sans carte » ou des « actionnaires sans documents » le jour de l'Assemblée.

Si vous n'avez pas demandé votre carte d'admission :

- en qualité d'actionnaire au nominatif, vous pourrez participer à l'Assemblée générale sur simple présentation d'une pièce d'identité auprès du guichet prévu à cet effet, à l'accueil de l'Assemblée ;
- en qualité d'actionnaire au porteur, vous pourrez participer à l'Assemblée générale sur présentation d'une attestation de participation établie par votre intermédiaire financier et d'une pièce d'identité auprès du guichet prévu à cet effet à l'accueil de l'Assemblée.

Le jour de l'Assemblée, la feuille de présence sera arrêtée au plus tard à 17 heures. Tout actionnaire se présentant après cette heure limite aura la possibilité d'assister à l'Assemblée, mais ne pourra pas voter.

Je souhaite voter par correspondance ou être représenté(e) à l'Assemblée générale

Je vote par correspondance

- 1 Je noircis la case « Je vote par correspondance » et j'indique mon vote
Si vous désirez voter « contre » une résolution ou vous « abstenir » (l'abstention étant assimilée à un vote contre), vous noircissez la case correspondant au numéro de la résolution concernée
Vous ne noircissez aucune case si vous votez « pour » à chaque résolution
- 2 Je date et je signe en bas du formulaire

J'ai voté !



Je donne pouvoir au Président

- 1 Je noircis la case « Je donne pouvoir au Président de l'Assemblée générale »
- 2 Je date et je signe en bas du formulaire
- 3 Mes voix s'ajouteront à celles du Président

J'ai voté !



Je donne procuration à une autre personne

- 1 Je noircis la case « Je donne pouvoir à : »
- 2 Je précise l'identité (nom, prénom et adresse) de la personne qui me représentera
- 3 Je date et je signe en bas du formulaire

J'ai voté !





Si mes actions sont au nominatif : je retourne le formulaire à BNP Paribas Securities Services en utilisant l'enveloppe T fournie.

Si mes actions sont au porteur : j'adresse le formulaire à l'intermédiaire financier (banque, société de bourse ou courtier en ligne) qui tient mon compte. Mon intermédiaire financier se charge d'envoyer le formulaire accompagné d'une attestation de participation datée au plus tard du 17 mai 2019 à : **BNP Paribas Securities Services – CTO Service aux émetteurs – Assemblées – Les Grands Moulins de Pantin – 9, rue du Débarcadère – 93761 Pantin Cedex.**

2. Je souhaite utiliser Internet pour assister à l'Assemblée, voter par correspondance, donner pouvoir au Président ou donner procuration à une autre personne

Nous mettons à votre disposition la plateforme sécurisée VOTACCESS, en accès direct depuis votre compte-titres en ligne et qui offre toutes les possibilités : demander une carte d'admission, voter en ligne, donner pouvoir au Président, donner procuration à une autre personne, révoquer un mandat.

- L'accès au site est protégé par un identifiant et un mot de passe.
- Les échanges sont cryptés pour protéger la confidentialité du vote.



Comment voter par Internet ?

Je me connecte avant le 20 mai 2019 à 15 heures :

- sur <https://planetshares.bnpparibas.com> si je suis actionnaire au nominatif pur ou administré ;
- sur mon compte titres en ligne, si je suis actionnaire au porteur (sous réserve que mon teneur de compte ait adhéré à la plateforme de vote en ligne VOTACCESS).

Mes actions sont au nominatif pur

Vous devez vous connecter à Planetshares avec vos identifiants habituels.

Je connais mon identifiant et mon mot de passe :

Une fois connecté à Planetshares, à partir de la **page d'accueil**, cliquez en bas à droite sur **PARTICIPER AU VOTE**, puis laissez-vous guider.

Si j'ai égaré mon identifiant et/ou mon mot de passe :

Procédure identique à MES ACTIONS SONT AU NOMINATIF ADMINISTRÉ ci-dessous.



Mes actions sont au nominatif administré

Munissez-vous de votre formulaire de vote sur lequel figure votre identifiant et connectez-vous à Planetshares.

Exemple : **CADRE RÉSERVÉ À LA SOCIÉTÉ** / For company's use only
Identifiant/Account : 01010 A1234567Z
Champ 1 Champ 2

Si vous n'avez pas votre mot de passe, vous pouvez le générer en cliquant sur le lien figurant sur la page de garde de Planetshares :

Cliquez sur le lien **MOT DE PASSE OUBLIÉ OU NON REÇU ?**

Puis, suivez les indications données à l'écran pour obtenir votre mot de passe.

Une fois connecté à Planetshares, à partir de la **page d'accueil**, cliquez en bas à droite sur **PARTICIPER AU VOTE**, puis laissez-vous guider.



Mes actions sont au porteur

Les actionnaires au porteur pourront utiliser la plateforme Internet VOTACCESS.

Cette plateforme VOTACCESS permet aux actionnaires au porteur, préalablement à la tenue de l'Assemblée générale, de transmettre électroniquement leurs instructions de vote, de demander une carte d'admission et de désigner ou révoquer un mandataire, dans les conditions ci-après :

- seuls les titulaires d'actions au porteur dont l'établissement teneur de compte a adhéré au système VOTACCESS et leur propose ce service pour cette Assemblée pourront y avoir accès ;
- l'accès à la plateforme VOTACCESS par le portail de l'établissement teneur de compte de l'actionnaire pourra être soumis à des conditions d'utilisation particulières définies par ce dernier, les actionnaires intéressés par ce service sont donc invités à se rapprocher de leur teneur de compte afin d'en vérifier les conditions d'utilisation ;
- après s'être identifié par l'intermédiaire du portail Internet de son établissement teneur de compte, l'actionnaire devra suivre les indications mentionnées à l'écran afin de valider ses instructions de vote, de désignation ou de révocation de mandataire ou sa demande de carte d'admission.

Le site Internet VOTACCESS pour cette Assemblée sera ouvert à compter du 2 mai 2019. La possibilité de voter, de donner mandat ou de révoquer un mandataire, de demander une carte d'admission par Internet avant l'Assemblée générale prendra fin le 20 mai 2019 à 15 heures, heure de Paris.



3. Je souhaite révoquer avant l'Assemblée la procuration que j'ai donnée à une autre personne

La révocation doit se faire dans les mêmes formes que celles requises pour la désignation du mandataire.

J'ai donné la procuration initiale en utilisant VOTACCESS

Mes actions sont au nominatif pur ou administré

- Je me connecte à VOTACCESS via Planetshares, et je vais annuler la procuration que j'avais donnée, avant le 20 mai 2019, 15 heures



Mes actions sont au porteur

- Je me connecte à VOTACCESS via mon compte titres en ligne, et je vais annuler la procuration que j'avais donnée, avant le 20 mai 2019, 15 heures



J'ai donné la procuration initiale par courriel

L'utilisation de l'adresse de courriel **paris.bp2s.france.cts.mandats@bnpparibas.com** pour donner un mandat ou révoquer un mandat est réservée aux seuls actionnaires **au porteur**.

Les deux étapes – courriel et confirmation de demande – décrites ci-dessous sont indissociables l'une de l'autre. Aucune demande de révocation de procuration ne sera prise en compte par BNP Paribas Securities Services si l'une de ces deux étapes du processus n'est pas remplie.

Pour pouvoir être prises en compte, les demandes de révocation de procuration doivent parvenir à BNP Paribas Securities Services avant le 20 mai 2019, 15 heures.

Mes actions sont au porteur

- Je dois envoyer un courriel de révocation comportant mon nom, prénom, adresse, nom de la société dont je suis actionnaire et références bancaires de mon compte titres, ainsi que les nom, prénom et adresse du mandataire révoqué à l'adresse : **paris.bp2s.france.cts.mandats@bnpparibas.com**
- Les demandes incomplètes ne seront pas prises en compte par BNP Paribas Securities Services.
- Je dois ensuite m'adresser à mon intermédiaire financier qui assure la gestion de mon compte titres, pour qu'il envoie une confirmation écrite de ma demande au service Assemblées générales de BNP Paribas Securities Services.



J'ai donné la procuration initiale à l'aide du formulaire papier joint

Pour pouvoir être prises en compte, les demandes de révocation de procuration doivent parvenir à BNP Paribas Securities Services avant le 20 mai 2019, 15 heures. Le demandeur doit y faire figurer ses nom, prénom, adresse, nom de la société dont il est actionnaire, référence de son compte titres, ainsi que les nom, prénom et adresse du mandataire révoqué.

Mes actions sont au nominatif pur ou administré

- Je dois adresser une demande de révocation écrite au service Assemblées générales de BNP Paribas Securities Services



Mes actions sont au porteur

- Je dois m'adresser à mon intermédiaire financier qui assure la gestion de mon compte titres, pour qu'il envoie une demande écrite de révocation au service Assemblées générales de BNP Paribas Securities Services.



Pour tout problème technique lié au vote par Internet

Si mes actions sont au nominatif : je contacte le 01 55 77 65 00.

L'identifiant et le mot de passe de l'actionnaire inscrit au nominatif restent valables pour toutes les Assemblées générales ultérieures d'Orange utilisant le même site de vote.

Si mes actions sont au porteur : je contacte la plateforme de soutien technique en ligne de mon intermédiaire financier. Le site de vote sécurisé dédié à l'Assemblée générale d'Orange sera ouvert le **2 mai 2019**.

Les possibilités de voter par Internet avant l'Assemblée générale seront interrompues le **20 mai 2019**, veille de l'Assemblée, à **15 heures, heure de Paris**.

Afin d'éviter tout engorgement du site Internet dédié, et notamment le risque de non prise en compte du vote ainsi exprimé, il est recommandé aux actionnaires de ne pas attendre le 20 mai 2019 pour voter.

Comment remplir le formulaire joint à ce document ?

N'envoyez pas directement votre formulaire à Orange.

Toutes les opérations relatives à l'Assemblée générale sont assurées par BNP Paribas Securities Services, banque centralisatrice de l'Assemblée générale d'Orange.

BNP Paribas Securities Services
CTO Service aux émetteurs – Assemblées
Les Grands Moulins de Pantin – 9, rue du Débarcadère
93761 Pantin Cedex.

Pour recevoir votre carte d'admission afin d'assister personnellement à l'Assemblée, noircissez la case A

Identifiant des actionnaires au nominatif (vote par Internet)

IMPORTANT : Avant d'exercer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions situées au verso - Important : Before selecting please refer to instructions on reverse side
Quelle que soit l'option choisie, noircir comme ceci ☐ la ou les cases correspondantes, dater et signer au bas du formulaire - **Whichever option is used, shade box(es) like this ☐, date and sign at the bottom of the form**
A ☐ Je désire assister à cette assemblée et demande une carte d'admission : dater et signer au bas du formulaire / **I wish to attend the shareholders' meeting and request an admission card : date and sign at the bottom of the form.**
A ☐ J'utilise le formulaire de vote par correspondance ou par procuration ci-dessous, selon l'une des 3 possibilités offertes / **I prefer to use the postal voting form or the proxy form as specified below.**

Ce formulaire n'est pas à utiliser dans le cas d'un vote par Internet (voir instructions ci-jointes) / This form should not be used in case of voting by Internet (see attached instruction)

Orange

S.A. au capital de 10 640 226 396 €
Siège social : 78 rue Olivier de Serres
75015 PARIS
380 129 866 RCS Paris

Assemblée Générale Mixte des Actionnaires

Convoquée le 21 mai 2019 à 16h00

Salle Playel
252 rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris

Combined General Meeting for the shareholders

To be held on May 21st, 2019 at 4:00 pm (CET)

Salle Playel

252 rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris - France

CADRE RÉSERVÉ À LA SOCIÉTÉ - FOR COMPANY'S USE ONLY	
Identifiant - Account	
Nombre d'actions Number of shares	<input type="checkbox"/> Nominatif Registered <input type="checkbox"/> Porteur Bearer
Nombre de voix - Number of voting rights	<input type="checkbox"/> Vote simple Single vote <input type="checkbox"/> Vote double Double vote

1 JE VOTE PAR CORRESPONDANCE // I VOTE BY POST

Cf. au verso (2) - See reverse (2)

Je vote OUI à tous les projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'Administration ou le Directoire ou la Gérance, à l'EXCEPTION de ceux que je signale en noircissant comme ceci ☐ la case correspondante et pour lesquels je vote NON ou je m'abstiens.
I vote YES all the draft resolutions approved by the Board of Directors EXCEPT those indicated by a shaded box - like this ☐, for which I vote NO or I abstain.

Sur les projets de résolutions non agréés par le Conseil d'Administration ou le Directoire ou la Gérance, je vote en noircissant comme ceci ☐ la case correspondant à mon choix.
On the draft resolutions not approved by the Board of Directors, I cast my vote by shading the box of my choice - like this ☐.

										Oui / Non/No Yes Abst/Abs		Oui / Non/No Yes Abst/Abs	
1	2	3	4	5	6	7	8	9		A		F	
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10	11	12	13	14	15	16	17	18		B		G	
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
19	20	21	22	23	24	25	26	27		C		H	
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
28	29	30	31	32	33	34	35	36		D		J	
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
37	38	39	40	41	42	43	44	45		E		K	
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Si des amendements ou des résolutions nouvelles étaient présentés en assemblée / In case amendments or new resolutions are proposed during the meeting
- Je donne pouvoir au Président de l'assemblée générale de voter en mon nom. / I appoint the Chairman of the general meeting to vote on my behalf.....
- Je m'abstiens (l'abstention équivaut à un vote contre). / I abstain from voting (is equivalent to vote NO).....
- Je donne procuration [cf. au verso renvoi (4)] à M./Mme ou Mlle. Raison Sociale pour voter en mon nom.....
/ I appoint [see reverse (4)] Mr./Mrs or Miss. Corporate Name to vote on my behalf.....

Pour être prise en considération, toute formule doit parvenir au plus tard :
In order to be considered, this completed form must be returned at the latest

sur 1^{re} convocation / on 1st notification sur 2^{de} convocation / on 2nd notification
Le lundi 20 mai 2019 avant 15 heures / on May 20th, 2019 before 3 pm

à / to BNP Paribas Securities Services, CTO, Service Assemblées, Grands Moulins de Pantin, 9, rue du Débarcadère, 93761 Pantin Cedex.

2 JE DONNE POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Cf. au verso (3)

I HEREBY GIVE MY PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE GENERAL MEETING
See reverse (3)

3 JE DONNE POUVOIR A : Cf. au verso (4)

I HEREBY APPOINT : See reverse (4)

M, Mme ou Mlle, Raison Sociale / Mr, Mrs or Miss, Corporate Name
Adresse / Address

ATTENTION : s'il s'agit de titres au porteur, les présentes instructions ne seront valides que si elles sont directement retournées à votre banque.
CAUTION : if it is about bearer securities, the present instructions will be valid only if they are directly returned to your bank.

Nom, prénom, adresse de l'actionnaire (les modifications de ces informations doivent être adressées à l'établissement concerné et ne peuvent être effectuées à l'aide de ce formulaire). Cf au verso (1)
Surname, first name, address of the shareholder (Change regarding this information have to be notified to relevant institution, no change can be made using this proxy form). See reverse (1)

Quel que soit votre choix, n'oubliez pas de dater et de signer le formulaire

Inscrivez ici vos nom, prénom et adresse ou vérifiez-les s'ils y figurent déjà

Date & Signature

Vous votez par correspondance, noircissez cette case

Pour être pris en compte, votre formulaire doit parvenir à BNP Paribas Securities Services au plus tard le 20 mai 2019 avant 15 heures

Pour donner pouvoir au Président de l'Assemblée générale, noircissez cette case

Pour donner pouvoir à une autre personne, noircissez cette case

Le Groupe en 2018

Exposé sommaire de la situation du Groupe pour l'exercice 2018

Principaux résultats financiers consolidés

Chiffre d'affaires	41,381 milliards d'euros
EBITDA ajusté ⁽¹⁾	13,005 milliards d'euros
EBITDA	11,977 milliards d'euros
Résultat d'exploitation	4,829 milliards d'euros
Résultat net attribuable aux actionnaires d'Orange SA	1,954 milliard d'euros

(1) Ces ajustements de l'EBITDA sont décrits dans la partie « EBITDA ajusté » ci-dessous.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du groupe Orange s'élève à 41,381 milliards d'euros en 2018, soit une hausse de +1,3% (+544 millions d'euros) à base comparable.

Au niveau Groupe, les principaux services affichent les performances suivantes, en données à base comparable :

Le chiffre d'affaires de la Convergence – commercialisée dans l'ensemble des pays européens – enregistre une croissance de +10% en 2018. Cette progression permet à Orange de conforter sa position de 1^{er} opérateur convergent en Europe.

Le chiffre d'affaires des services mobiles seuls progresse de +1,3% en 2018 alors qu'il reculait de -1,2% en 2017. Cette croissance s'explique notamment par une hausse de la base de clients mobiles avec près de 1,29 million de ventes nettes en 2018.

Le chiffre d'affaires des services fixes seuls diminue de -3,2% en 2018 (-3,4% en 2017), du fait de la migration vers les services convergents et du tassement des services fixes bas débit.

Le chiffre d'affaires de l'IT et les services d'intégration affiche une accélération de sa croissance de +7,2% en 2018, *versus* +2,7% en 2017. Cette progression est tirée par les revenus du *Cloud* et de la Cyberdéfense sur le marché entreprise (+10% et +12%) mais aussi par la Pologne où ces services augmentent de +21%.

Le chiffre d'affaires du Wholesale diminue de -1,5% en 2018 mais affiche une hausse de +3,4% au 4^e trimestre après -4,1% au 3^e trimestre.

Le chiffre d'affaires des ventes d'équipements est en hausse de +1,7% en 2018 à comparer à +5,9% en 2017. Ce ralentissement doit être mis en perspective avec la hausse du chiffre d'affaires services de +1,3% en 2018 *versus* +0,9% en 2017, sachant que le chiffre d'affaires services est près de 10 fois supérieur en volume au chiffre d'affaires équipements.

EBITDA ajusté

L'EBITDA ajusté du Groupe s'élève à 13,005 milliards d'euros en 2018, en hausse de +2,7% à base comparable, *versus* +2,1% en 2017. Cette hausse de l'EBITDA ajusté s'explique par le plan d'efficacité opérationnelle qui, combiné avec l'évolution positive du chiffre d'affaires, ont contribué à l'augmentation de l'EBITDA ajusté de 345 millions d'euros sur un an, en données à base comparable.

Les ajustements de l'EBITDA sont liés aux éléments exceptionnels suivants :

– en 2018 :

- des charges spécifiques de personnel de 812 millions d'euros relatives principalement au dispositif « Temps Partiel Seniors » (TPS) en France et autres éléments liés aux charges de personnel,

- une charge sur divers litiges de 33 millions d'euros,
- des coûts de restructuration et d'intégration de 200 millions d'euros,
- un produit net lié à la revue du portefeuille d'actifs de 17 millions d'euros.
- en 2017 : (en données à base comparable) :
 - des charges spécifiques de personnel de 374 millions d'euros relatives principalement au dispositif « Temps Partiel Seniors » (TPS) en France et autres éléments liés aux charges de personnel,
 - une charge sur divers litiges de 271 millions d'euros,
 - des coûts de restructuration et d'intégration de 166 millions d'euros.

Résultat d'exploitation

En 2018, le résultat d'exploitation du Groupe ressort à 4 829 millions d'euros, contre 4 778 millions d'euros en 2017 en données historiques, soit une hausse de +1,1% représentant 51 millions d'euros. Cette augmentation s'explique principalement :

- par la progression de 325 millions d'euros de l'EBITDA ajusté ;
- par la hausse de 438 millions d'euros des charges spécifiques de personnel partiellement compensée par la diminution de 238 millions d'euros de la charge nette relative aux principaux litiges ;

- par l'accroissement des dotations aux amortissements pour 201 millions d'euros ;
- par la diminution de 105 millions d'euros des pertes de valeur des écarts d'acquisition et des immobilisations.

Résultat net

En 2018, le résultat net de l'ensemble consolidé d'Orange s'établit à 2 158 millions d'euros, contre 2 040 millions d'euros en 2017, soit une hausse de 118 millions d'euros. Cette augmentation s'explique :

- par la progression de 51 millions d'euros du résultat d'exploitation ;
- par l'amélioration de 353 millions d'euros du résultat financier, qui résulte essentiellement de l'évolution des effets relatifs à la participation détenue dans BT Group pour 321 millions d'euros ;
- en partie compensées par la hausse de 257 millions d'euros de la charge d'impôt sur les sociétés.

Investissements corporels et incorporels (CAPEX)

Les CAPEX du Groupe s'élèvent à 7,4 milliards d'euros en 2018, en augmentation de +3,5% à base comparable. Ce niveau d'investissement est en ligne avec l'objectif annuel de 7,4 milliards de CAPEX sur 2018. Le taux de CAPEX des activités télécoms rapporté au chiffre d'affaires s'établit à 17,9% (+0,4 point en un an).

Le Groupe accélère les déploiements de la fibre. Ainsi, au 31 décembre 2018, le Groupe totalise 32,5 millions de foyers raccordables au très haut débit (soit +5,9 millions sur un an, +22,4%), dont 13,8 millions en Espagne, 11,8 millions en France, et 6,4 millions en Europe.

Les investissements dans les services mobiles 4G et 4G+ restent soutenus, avec l'accélération des déploiements de sites 4G dans presque tous les pays. En France, les efforts d'investissement du Groupe dans les réseaux mobiles se traduisent dans les résultats de l'enquête annuelle 2018 de l'Arcep qui classe Orange n° 1 pour la qualité de son réseau.

Évolution du portefeuille d'actifs

Orange a conclu le 14 août 2018 l'acquisition de 100% du capital de Basefarm Holding AS, un acteur majeur des infrastructures et des services de gestion des applications critiques cloud en Europe. Cette acquisition vient renforcer la position d'Orange Business Services, déjà leader en France et acteur significatif en Europe, sur le marché des fournisseurs de services de cloud computing.

À l'issue de la prise de contrôle en juin 2018 et d'achats complémentaires au cours du second semestre 2018, Orange détient 88,2% du capital de Business & Decision. Business & Decision et son expertise en matière de Business Intelligence et de science des données renforce significativement les activités d'Orange Business Services dans la gouvernance et l'analyse des données en France et à l'international.

Endettement financier net

L'endettement financier net du groupe Orange s'élève à 25,441 milliards d'euros au 31 décembre 2018, soit une hausse de 1 598 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2017, résultant de notre stratégie d'investissement dans les réseaux très haut débit et dans la transformation de nos offres de services aux Entreprises.

Le ratio « endettement financier net sur EBITDA ajusté des activités télécoms » s'établit à 1,93x au 31 décembre 2018 après 1,87x au 31 décembre 2017. Il est en ligne avec l'objectif d'un ratio dette nette/EBITDA ajusté des activités télécoms autour de 2x à moyen terme.

Dividende

Confiant dans la solidité de la structure financière du Groupe, le Conseil d'administration confirme le versement d'un dividende de 0,70 euro par action au titre de l'exercice 2018, sous réserve d'approbation par l'Assemblée générale des actionnaires.

Un acompte sur dividende, de 0,30 euro par action a été payé le 6 décembre 2018, le solde, soit 0,40 euro par action, sera payé le 6 juin prochain. La date de détachement est fixée au 4 juin 2019.



Conformément au décret n° 2014-1063 du 18 septembre 2014 relatif à la simplification de certaines obligations comptables, le tableau des Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices ne figure plus dans cette brochure.

Vous pouvez le retrouver dans le Document de référence de la société, accessible sur le site Internet dédié à l'Assemblée générale d'Orange : www.orange.com/ag2019.

Gouvernement d'entreprise

Le dispositif de gouvernement d'entreprise mis en place chez Orange permet de garantir une gouvernance robuste qui vise l'efficacité et la performance tout en assurant un équilibre des pouvoirs. Pour ce faire, au niveau du Conseil d'administration, 7 administrateurs sur 15 sont indépendants, et chacun des trois Comités du Conseil d'administration (Audit, CGRSE et CIT) est présidé par un administrateur indépendant. À cela s'ajoute un administrateur référent statutaire doté de missions et de pouvoirs importants qui a pour mission principale de s'assurer du bon fonctionnement des relations entre le Conseil d'administration et la Direction Générale de la Société.

Le Conseil d'administration se prononce sur l'ensemble des décisions relatives aux grandes orientations stratégiques, économiques, sociales, financières et technologiques d'Orange et veille à leur mise en œuvre par la Direction Générale.

Les fonctions de Président et de Directeur Général sont réunies et confiées à Stéphane Richard depuis sa nomination en 2011. Ce mode de direction a été considéré par le Conseil d'administration comme le mieux adapté à l'organisation et au mode de fonctionnement de la Société car il permet à la Direction Générale de valoriser sa connaissance

et son expérience des affaires pour porter et défendre la stratégie de l'entreprise et, en offrant une plus grande transparence entre la Direction Générale et le Conseil d'administration, d'optimiser la coordination des opérations au sein du Groupe et la mise en œuvre rapide des décisions.

Le Président-Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'administration. L'article 2 du règlement intérieur du Conseil d'administration (disponible dans la rubrique « gouvernance » du site www.orange.com) prévoit par ailleurs que le Président-Directeur Général doit obtenir l'autorisation du Conseil pour engager la Société dans certains cas.

Il est appuyé dans cette tâche par les Directeurs Généraux Délégués, avec des domaines de compétence définis, et le Comité Exécutif, qui a été renouvelé en mai 2018.

Le Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est composé de 15 membres.

La loi, les statuts d'Orange, et le code Afep-Medef de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées auquel se réfère Orange, organisent la composition du Conseil d'administration : le Président, sept administrateurs indépendants, trois administrateurs représentant la sphère publique, trois administrateurs élus par le personnel et un administrateur élu par l'Assemblée générale sur proposition des membres du personnel actionnaires.

Le renouvellement de Helle Kristoffersen, Alexandre Bompard et Jean-Michel Severino, administrateurs indépendants, ainsi que, sur proposition de l'État, d'Anne Lange, administratrice représentant la sphère publique, dont les mandats d'administrateur viennent à expiration à l'issue de l'Assemblée générale, est soumis au vote de l'Assemblée générale, ainsi que la nomination d'Anne-Gabrielle Heilbronner.

Les membres du Conseil d'administration au 1^{er} avril 2019

Président-Directeur Général

M. Stéphane Richard

Président-Directeur Général

Date de première nomination : 9 juin 2010

Échéance du mandat : à l'issue de l'Assemblée générale annuelle 2022

Administrateurs indépendants (nommés par l'Assemblée générale)

M. Alexandre Bompard

Président-Directeur Général de Carrefour

Administrateur indépendant

Date de cooptation : 7 décembre 2016

Échéance du mandat : à l'issue de l'Assemblée générale annuelle 2019

M. Charles-Henri Filippi

Associé-Gérant de Lazard

Administrateur indépendant

Date de première nomination : 5 février 2008

Échéance du mandat : à l'issue de l'Assemblée générale annuelle 2020

M^{me} Christel Heydemann

Président-Directeur Général de Schneider Electric France

Administratrice indépendante

Date de cooptation : 26 juillet 2017

Échéance du mandat : à l'issue de l'Assemblée générale annuelle 2020

M^{me} Helle Kristoffersen

Directrice de la Stratégie et Secrétariat Général de la branche Gas, Renewables & Power du groupe Total

Administratrice indépendante

Date de première nomination : 7 juin 2011

Échéance du mandat : à l'issue de l'Assemblée générale annuelle 2019

M. Bernard Ramanantsoa

Administrateur de sociétés, d'universités et de grandes écoles

Administrateur indépendant

Date de première nomination : 7 juin 2016

Échéance du mandat : à l'issue de l'Assemblée générale annuelle 2020

M^{me} Mouna Sepehri

Conseillère spéciale auprès du Directeur Général du Groupe Renault

Administratrice indépendante

Date de cooptation : 22 octobre 2014

Échéance du mandat : à l'issue de l'Assemblée générale annuelle 2019

M. Jean-Michel Severino

Gérant d'I&P (Investisseurs et Partenaires)

Administrateur indépendant

Date de première nomination : 7 juin 2011

Échéance du mandat : à l'issue de l'Assemblée générale annuelle 2019

Administrateur élu par l'Assemblée générale et représentant les membres du personnel actionnaires

M. Luc Marino

Responsable de processus

Date de nomination : 4 mai 2018

Échéance du mandat : à l'issue de l'Assemblée générale annuelle 2020

Administrateurs représentant la sphère publique

Bpifrance Participations, représentée par Nicolas Dufourcq

Directeur Général de Bpifrance, représentant permanent de Bpifrance Participations

Date de première nomination (par l'Assemblée générale) : 28 mai 2013

Échéance du mandat : à l'issue de l'Assemblée générale annuelle 2021

M^{me} Hélène Dantoine

Directrice Générale Adjointe de l'Agence des Participations de l'État

Date de première nomination : 14 mars 2019

Échéance du mandat : 13 mars 2023

M^{me} Anne Lange

Co-Fondatrice de Mentis

Date de première nomination : 27 mai 2015

Échéance du mandat : à l'issue de l'Assemblée générale annuelle 2019

Administrateurs élus par le personnel

M. Sébastien Crozier

Président de la CFE-CGC Orange

Date de première nomination : 3 décembre 2017

Échéance du mandat : 2 décembre 2021

M. Fabrice Jolys

Vendeur en boutique Orange

Date de première nomination : 3 décembre 2017

Échéance du mandat : 2 décembre 2021

M. René Ollier

Opérateur en UAT (Unité d'Assistance Technique) à Rouen

Date de première nomination : 3 décembre 2017

Échéance du mandat : 2 décembre 2021

Par ailleurs, sont notamment invités à participer au Conseil d'administration, le secrétaire du CCUES et, afin d'accroître la représentation des salariés à l'international au sein du Conseil, un représentant du Comité Groupe Monde. Ces représentants assistent avec voix consultative aux séances du Conseil.

Évolutions récentes

Au cours de l'année 2018, les évolutions suivantes sont intervenues dans la composition du Conseil :

- l'Assemblée générale du 4 mai 2018 a renouvelé le mandat de Stéphane Richard pour une période de quatre années venant à expiration à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ;
- cette même Assemblée générale a ratifié la nomination en tant qu'administratrice de Christel Heydemann, et a élu Luc Marino en tant qu'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires ;
- le Conseil d'administration a été informé de la désignation, en qualité de représentante permanente de l'Agence des Participations de l'État, d'Hélène Dantoine en remplacement de Lucie Muniesa, démissionnaire. Cette nomination a pris effet à compter du 14 mars 2019. Hélène Dantoine a par ailleurs été nommée membre du Comité d'Audit lors du Conseil du 15 mars 2019 ;
- en juin 2018, le Conseil a nommé Luc Marino membre du Comité Innovation et Technologie.

Fonctionnement du Conseil en 2018 et début 2019

Le Conseil d'administration a adopté en 2003 un règlement intérieur qui fixe les principes directeurs et les modalités de son fonctionnement et de celui de ses Comités. Il peut être consulté sur le site Internet www.orange.com, rubrique Groupe/Gouvernance.

Le règlement intérieur a été mis à jour à plusieurs reprises par le Conseil d'administration pour prendre en compte l'évolution de la gouvernance de la Société. La dernière mise à jour date du 5 décembre 2018 afin notamment de prendre en compte la révision du code Afep-Medef intervenue en juin 2018 ainsi que les remarques exprimées par les administrateurs dans le cadre de l'auto-évaluation du Conseil et de ses Comités. Les modifications du règlement intérieur visent à faire évoluer la gouvernance des Comités *ad hoc*, en les ouvrant à des administrateurs qui ne sont pas qualifiés d'indépendants au sens du code Afep-Medef (sous réserve des éventuels conflits d'intérêts) et à faciliter les travaux du Conseil et de ses Comités, notamment en matière de gestion des risques. Pour les conflits d'intérêts potentiels, en plus de ne pas participer au vote de la délibération correspondante, il est désormais précisé que l'administrateur intéressé s'abstient d'assister au débat. Cette mise à jour prévoit également de fixer des règles plus claires sur le fonctionnement du Conseil en ce qui concerne la diversité de sa composition et des Comités constitués en son sein (appréciation des critères tels que l'âge, la nationalité, les qualifications et expériences professionnelles).

Le Conseil d'administration s'est réuni onze fois au cours de l'exercice 2018 avec un taux d'assiduité de 91,5%. La durée moyenne d'une séance du Conseil d'administration est d'environ quatre heures.

Chaque séance est généralement précédée par la réunion d'un ou de plusieurs Comités du Conseil en vue de préparer ses délibérations. Les dossiers étudiés par les Comités font ainsi l'objet de rapports au Conseil d'administration.

Outre les étapes régulières de la vie de la Société (examen de la performance opérationnelle, des résultats trimestriels, des comptes semestriels et annuels, examen du budget, des facteurs de risques, fixation de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux, etc.), le Conseil a notamment examiné le plan gouvernemental de mise en œuvre des nouveaux objectifs de couverture mobile dit « New-Deal », l'acquisition du groupe Basefarm afin d'accélérer le développement international de l'activité *Cloud* d'Orange, et la participation au processus d'enchères des licences 5G en Espagne. Le Conseil s'est également vu présenter des points d'actualité (par exemple, la synthèse des retours d'actionnaires sur les sujets de gouvernement d'entreprise en amont de l'Assemblée générale de la Société ou le projet de hub panafricain pour l'interopérabilité du paiement et du transfert *Orange Money*).

Conformément aux dispositions du règlement intérieur, une réunion du Conseil d'administration a procédé à l'examen de l'existence et du suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques financiers et non financiers. Cette réunion a été préparée par une réunion commune des trois Comités du Conseil qui s'est tenue le 7 décembre 2018.

Le Conseil d'administration s'est vu présenter les nouvelles obligations de la déclaration de performance extra-financière et la mise en œuvre du plan de vigilance dans le Groupe. Il a également approuvé les informations environnementales, sociales et les engagements sociétaux du Groupe dans le cadre du rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée générale des actionnaires.

Les Comités du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration s'appuie sur les travaux de trois Comités spécialisés : le Comité d'Audit, le Comité de Gouvernance et de Responsabilité Sociale et Environnementale (CGRSE) et le Comité Innovation et Technologie. Leur mission est d'éclairer les réflexions du Conseil d'administration et d'aider à la prise de décision. Ces Comités se réunissent autant que nécessaire. Leurs attributions et leurs modalités de fonctionnement sont déterminées par le règlement

intérieur du Conseil d'administration. Dans la logique du code Afep-Medef sur le gouvernement d'entreprise des sociétés cotées, un rôle important est confié aux administrateurs indépendants. Orange considère également comme utile que chacun des Comités puisse bénéficier de la présence d'au moins un administrateur représentant la sphère publique et de celle d'au moins un administrateur issu du personnel.

Composition au 15 mars 2019

Comité d'Audit

Président : **M. Bernard Ramanantsoa**

Membres : M. Sébastien Crozier, M^{me} Hélène Dantoine, M^{me} Christel Heydemann, M. Jean-Michel Severino

Le Comité d'Audit s'est réuni huit fois en 2018, avec un taux d'assiduité de 91,4 %. Il a auditionné régulièrement les dirigeants de la Société et les principaux responsables de la fonction Finance. Dans le cadre de son activité, il a notamment analysé les comptes annuels et semestriels ainsi que les résultats trimestriels, examiné le budget, les risques majeurs auxquels le Groupe pourrait être confronté, la politique de refinancement de la dette du Groupe et de placement de ses liquidités et les honoraires des Commissaires aux comptes pour l'exercice 2018.

Comité de Gouvernance et de Responsabilité Sociale et Environnementale

Présidente : **M^{me} Mouna Sepehri**

Membres : M. Charles-Henri Filippi, M. Fabrice Jolys, M^{me} Anne Lange

Le CGRSE s'est réuni sept fois en 2018, avec un taux d'assiduité de 100 %. Il a notamment examiné les questions suivantes : définition des propositions d'objectifs et des modalités de calcul de la part variable de la rémunération des mandataires sociaux ainsi que de la répartition des jetons de présence des administrateurs, suivi de la mise en place du plan conditionné de rémunération variable pluriannuelle (long term incentive plan ou LTIP) pour les dirigeants mandataires sociaux, les membres du Comité Exécutif et aux membres du personnel désignés "Executives" et "Leaders". Le CGRSE a

également examiné la situation des administrateurs indépendants au regard des critères d'indépendance posés par le code Afep-Medef, diligenté les travaux d'évaluation des modalités de fonctionnement du Conseil et de ses Comités incluant la mesure de la contribution effective des administrateurs et a préparé et soumis ses recommandations au Conseil. Il a en outre pris connaissance du rapport d'activité annuel de l'administrateur référent, des orientations du Groupe en matière de responsabilité sociale et environnementale et débattu des thématiques RSE importantes et suivi l'évolution des indicateurs du baromètre social. Enfin, le CGRSE a également débattu de la composition du Conseil d'administration et fait des propositions de nomination au sein du Conseil et de ses Comités, notamment à la suite de la démission de Lucie Muniesa et du non renouvellement du mandat de Mouna Sepehri.

Comité Innovation et Technologie

Présidente : **M^{me} Helle Kristoffersen**

Membres : M. Alexandre Bompard, M. Luc Marino, M. René Ollier, Bpifrance Participations représentée par M. Nicolas Dufourcq

Le Comité Innovation et Technologie s'est réuni trois fois en 2018, avec un taux d'assiduité de 73,5 %. Le Comité a consacré ses travaux aux thèmes de l'identité numérique, des services de communication mobile enrichis et de la relation avec Google, ainsi que de la transformation de la relation client par l'intelligence artificielle.

Le chapitre 5 du Document de référence d'Orange pour l'exercice 2018, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 21 mars 2019 et disponible sur www.orange.com, comprend une description exhaustive des organes d'administration et de Direction Générale.

Le Comité Exécutif

La Direction du Groupe est assurée par un Comité Exécutif, renouvelé le 2 mai 2018, composé, avec le Président-Directeur Général, de quinze membres dont deux Directeurs Généraux Délégués, trois Directeurs Généraux Adjoints et neuf Directeurs Exécutifs en charge des divisions du Groupe.

Le Comité Exécutif assure la Direction du Groupe et coordonne la mise en œuvre des orientations stratégiques ; dans ce cadre, certains de ses membres ont la responsabilité de Comités spécialisés qui ont été créés pour appliquer ou contrôler l'application des directives du Comité Exécutif à travers le Groupe. Il contrôle la réalisation des objectifs en matière opérationnelle, sociale, technique et d'affectation de ressources financières. Il se réunit chaque semaine.

Propositions de nominations et de renouvellements à l'Assemblée générale du 21 mai 2019

Nomination d'une administratrice indépendante

Le mandat de Mouna Sepehri vient à expiration à l'issue de l'Assemblée générale. Mouna Sepehri n'a pas souhaité demander le renouvellement de son mandat compte tenu, notamment, de l'actualité concernant le Groupe pour lequel elle travaille. Le Conseil d'administration d'Orange en a tenu compte, en dépit de sa forte contribution au sein du Conseil tant en qualité d'administratrice que de Présidente du CGRSE depuis 2014, et l'a remerciée pour son efficacité et la qualité de son travail au cours de ses mandats. À la suite d'un travail et d'entretiens menés par l'administrateur référent, le CGRSE a étudié plusieurs profils féminins ayant des compétences notamment en matière de gouvernance de grands groupes et de RSE et qui complèteraient efficacement la composition du Conseil. Le CGRSE a ensuite formulé une recommandation au Conseil sur la base d'une pré-sélection établie parmi ces profils, en veillant en particulier à la conformité aux critères d'indépendance et aux mandats exercés. Le Conseil, lors de sa réunion du 15 mars 2019, après en avoir débattu, a suivi la recommandation du CGRSE et décidé de vous proposer la nomination d'Anne-Gabrielle Heilbronner en qualité de nouvelle administratrice. Cette nomination interviendrait dans les conditions prévues à l'article 13 des statuts pour une période de quatre ans, venant à expiration à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022, soit en 2023.

Anne-Gabrielle Heilbronner, née en 1969, est membre du Directoire de Publicis Groupe, la 3ème plus importante entreprise au niveau mondial dans le domaine de la communication et de la publicité. En tant que Secrétaire Général du groupe, elle a en charge les ressources humaines, les achats, le juridique, la compliance et la gouvernance,

la RSE ainsi que les fonctions audit et contrôle interne et le risk management. En tant que membre du Directoire, elle participe à l'ensemble des décisions stratégiques concernant la transformation du groupe.

Elle a également œuvré au projet de fusion de Publicis avec Omnicom en 2013 et à l'acquisition de Sapient aux États-Unis en 2015. Elle a débuté sa carrière comme Inspecteur des Finances, avant de rejoindre la Direction du Trésor comme Adjointe au Chef de bureau du Financement du logement social. Elle a rejoint Euris de 2000 à 2004 étant nommée Directrice Corporate Finance avec comme responsabilité l'ensemble des opérations financières pour Euris et Casino. Après avoir contribué à la stratégie d'introduction en Bourse d'EDF, elle a ensuite occupé les fonctions de Directeur de cabinet (2004-2005) puis Conseillère spéciale (2005-2007) respectivement auprès du Secrétaire d'État à la Réforme de l'État puis du Ministre des Affaires étrangères. Directeur de l'Audit interne et du Risk management au sein de la SNCF (2007-2010) où elle a développé et renforcé le rôle des fonctions audit et conformité (éthique, lutte contre la fraude, etc.), elle est ensuite devenue Senior Banker and Managing Director, de société Générale Corporate and Investment Banking, en charge d'un portefeuille de sociétés cotées.

Anne-Gabrielle Heilbronner est inspectrice des finances, diplômée de l'École nationale d'administration, de l'ESCP-Europe et de l'Institut d'études politiques de Paris ; elle est également titulaire d'une maîtrise de droit public et d'un DEA de Finances publiques et fiscalité. Elle est de nationalité française.

Renouvellement des mandats de trois administrateurs indépendants

Les mandats d'Alexandre Bompard, de Helle Kristoffersen, et de Jean-Michel Severino viennent à expiration à l'issue de l'Assemblée générale.

Il vous est proposé de renouveler leur mandat d'administrateur, dans les conditions prévues à l'article 13 des statuts, pour une durée de quatre ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Ces trois administrateurs sont indépendants. L'examen de leur indépendance a été réalisée par le Conseil d'administration le 20 février 2019 dans le cadre de l'examen annuel de l'indépendance des administrateurs et dans la perspective des projets de résolutions de renouvellement d'administrateurs.

Une biographie détaillée des administrateurs dont le mandat est proposé au renouvellement figure dans le Document de référence (section 5.1.1 *Conseil d'administration*).

Alexandre Bompard est membre du Conseil d'administration depuis le 7 décembre 2016 (soit 2 ans et 5 mois à l'issue de l'Assemblée générale 2019). Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA, Alexandre Bompard dispose d'une double expérience secteur public et secteur privé qu'il a développée au cours de sa carrière professionnelle, en particulier dans le secteur de la grande distribution, confronté aux enjeux de la transformation digitale. Alexandre Bompard détient, à la date de ce document, 1 000 actions de la Société.

Helle Kristoffersen est membre du Conseil d'administration depuis le 7 juin 2011 (soit 8 ans à l'issue de l'Assemblée générale 2019). Ingénieure de formation, Helle Kristoffersen dispose d'une solide expérience du secteur privé et de l'entreprise notamment au regard des enjeux stratégiques auxquels les entreprises sont confrontées et Orange en particulier (évolutions du secteur des télécoms et des nouveaux services). Helle Kristoffersen détient, à la date de ce document, 1 747 actions de la Société.

Jean-Michel Severino est membre du Conseil d'administration depuis le 7 juin 2011 (soit 8 ans à l'issue de l'Assemblée générale 2019). En raison de sa formation initiale diversifiée, dans les domaines juridique, économique, commercial et administratif, et d'une expérience internationale, Jean-Michel Severino maîtrise les problématiques financières et dispose d'une connaissance approfondie des pays en voie de développement et des environnements multiculturels en particulier de l'Afrique où le Groupe est très présent. Jean-Michel Severino détient, à la date de ce document, 1 000 actions de la Société.

Renouvellement du mandat d'une administratrice représentant l'État

Le mandat d'Anne Lange, administratrice représentant l'État, vient à expiration à l'issue de l'Assemblée générale.

Il vous est proposé de renouveler son mandat d'administratrice dans les conditions prévues par l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique et l'article 13 des statuts, pour une durée de quatre ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Anne Lange dispose notamment d'une connaissance approfondie du secteur de l'Internet et de ses acteurs, et des problématiques liées à l'utilisation des nouvelles technologies (Internet des Objets, cloud et services aux entreprises en particulier).

Assemblée générale mixte du 21 mai 2019

Ordre du jour arrêté par le Conseil d'administration

À titre ordinaire

- Rapport de gestion du Conseil d'administration.
- Rapports des Commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018.
- Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce.
- Approbation des comptes sociaux de l'exercice.
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice.
- Affectation du résultat et fixation du montant du dividende.
- Conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce.
- Nomination d'une administratrice.
- Renouvellements d'administrateurs.
- Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 aux dirigeants mandataires sociaux.
- Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables aux dirigeants mandataires sociaux.
- Autorisation à conférer au Conseil d'administration à l'effet d'acheter ou de transférer des actions de la société.

À titre extraordinaire

- Rapport du Conseil d'administration.
- Rapports des Commissaires aux comptes.
- Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions de la société et des valeurs mobilières complexes, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, utilisable uniquement hors période d'offre publique sur les titres de la société.
- Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions de la société et des valeurs mobilières complexes, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, utilisable uniquement en période d'offre publique sur les titres de la société.
- Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions de la société et des valeurs mobilières complexes, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires dans le cadre d'une offre au public, utilisable uniquement hors période d'offre publique sur les titres de la société.
- Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions de la société et des valeurs mobilières complexes, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans le cadre d'une offre visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, utilisable uniquement hors période d'offre publique sur les titres de la société.
- Délégation de compétence au Conseil d'administration, à l'effet d'émettre des actions de la société et des valeurs mobilières complexes, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans le cadre d'une offre visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, utilisable uniquement en période d'offre publique sur les titres de la société.
- Autorisation au Conseil d'administration à l'effet, en cas d'émission de titres, d'augmenter le nombre de titres à émettre.
- Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions et des valeurs mobilières complexes, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, en cas d'offre publique d'échange initiée par la société, utilisable uniquement hors période d'offre publique sur les titres de la société.
- Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions et des valeurs mobilières complexes, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, en cas d'offre publique d'échange initiée par la société, utilisable uniquement en période d'offre publique sur les titres de la société.
- Délégation de pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions et des valeurs mobilières complexes, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, utilisable uniquement hors période d'offre publique sur les titres de la société.
- Délégation de pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions et des valeurs mobilières complexes, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, utilisable uniquement en période d'offre publique sur les titres de la société.
- Limitation globale des autorisations.
- Autorisation au Conseil d'administration d'attribuer gratuitement des actions au bénéfice de dirigeants mandataires sociaux et de certains membres du personnel du groupe Orange.
- Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet de procéder à des émissions d'actions ou de valeurs mobilières complexes, réservées aux adhérents de plans d'épargne entraînant la suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.
- Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital de la société par incorporation de réserves, bénéfices ou primes.
- Autorisation au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital par annulation d'actions.
- Pouvoirs.

Compléments à l'ordre du jour

L'ordre du jour arrêté par le Conseil d'administration est complété de la demande d'inscription de résolutions ainsi que d'un point à l'ordre du jour ci-après, présentés par des actionnaires conformément à l'article L. 225-105 du Code de commerce.

Le Conseil d'administration, lors de sa réunion du 17 avril 2019, n'a pas agréé les projets de résolution ci-dessous proposés par le Fonds Commun de Placement d'Entreprise Orange Actions.

Par conséquent, le Conseil d'administration invite les actionnaires à ne pas les approuver ou à s'abstenir.

Projets de résolutions proposés par le Fonds Commun de Placement d'Entreprise Orange Actions

À titre ordinaire

Résolution A

Amendement à la troisième résolution – Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2018, tel que ressortant des comptes annuels.

À titre extraordinaire

Résolution B

Modification de l'article 13 des statuts sur le cumul des mandats.

Résolution C

Augmentation de capital en numéraire réservée aux adhérents de plans d'épargne entraînant la suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Résolution D

Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'attribution gratuite d'actions de la Société au bénéfice des membres du personnel du groupe Orange.

Point inscrit à l'ordre du jour à la demande du Fonds Commun de Placement d'Entreprise Orange Actions, sans vote

- Quelle est la stratégie qu'Orange entend déployer pour parvenir à 10% d'actionnariat salarié ?

Projets de résolutions à soumettre à l'Assemblée générale mixte du 21 mai 2019



Vous trouverez le rapport du Conseil d'administration sur les projets de résolutions proposés par le Conseil d'administration, ainsi que les rapports des Commissaires aux comptes, au chapitre 6 du Document de référence de la société. S'y trouvent également l'ensemble des documents requis par l'article R. 225-88 du Code de commerce (documents adressés aux actionnaires qui en font la demande avant l'Assemblée générale annuelle).

Le Document de référence est accessible sur le site Internet dédié à l'Assemblée générale d'Orange : www.orange.com/ag2019.

Présentation des résolutions à soumettre à l'Assemblée générale à titre ordinaire

Résolutions 1 et 2 : Approbation des comptes

Aux termes des première et deuxième résolutions, il est proposé à l'Assemblée générale d'approuver les comptes annuels de la Société ainsi que les comptes consolidés du groupe Orange au 31 décembre 2018.

Il est précisé qu'au titre de l'exercice 2018, les dépenses ou charges visées à l'article 39-4 du Code général des impôts se sont élevées à 1 979 586 euros et l'impôt y afférent à 681 571 euros.

Première résolution

Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration ainsi que du rapport des Commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018 tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports. Elle arrête le bénéfice de cet exercice à 2 533 199 580,72 euros.

Deuxième résolution

Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration ainsi que du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018 tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Résolution 3 : Affectation du résultat et fixation du montant du dividende

Il est proposé à l'Assemblée générale de constater que, compte tenu du bénéfice de l'exercice s'élevant à 2 533 199 580,72 euros et du report à nouveau créditeur de 6 900 173 446,04 euros (avant imputation de l'acompte sur dividende visé ci-après), le bénéfice distribuable au 31 décembre 2018 s'élève à 9 433 373 026,76 euros. Le montant de la réserve légale étant égal au minimum de 10% du capital social requis par les textes, aucune dotation n'est proposée à l'Assemblée générale.

Conformément à la politique de distribution des dividendes annoncée par votre Conseil en 2018, il est proposé à l'Assemblée générale de décider de verser aux actionnaires, à titre de dividende, **0,70 euro par action**.

Compte tenu de l'acompte sur dividende de 0,30 euro par action payé en décembre 2018, **le solde à distribuer s'élèverait à 0,40 euro par action**.

Le solde du dividende à distribuer serait **mis en paiement le 6 juin 2019** au profit des titulaires d'actions ayant droit au dividende, c'est-à-dire ceux qui détiendront, à la date de détachement du dividende (date se situant, pour la France, 2 jours ouvrés avant la date de mise en paiement, soit le 4 juin 2019), des actions Orange donnant droit au dividende au titre de l'exercice 2018.

Le montant de l'acompte sur dividende payé le 6 décembre 2018 s'élève à 796 520 931 euros, et sur la base du nombre d'actions donnant droit à dividende constaté au 31 décembre 2018, le montant global du solde du dividende s'élèverait à 1 061 136 999 euros. À noter que les actions auto détenues ne donnent pas droit aux dividendes.

Le nombre d'actions ayant droit à dividende pouvant évoluer jusqu'à la date de mise en paiement, l'Assemblée générale conférerait tous pouvoirs au Conseil d'administration pour déterminer le montant global définitif du dividende, puis le solde du bénéfice distribuable et, en conséquence, le montant à porter au poste « report à nouveau ».

Troisième résolution

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2018, tel que ressortant des comptes annuels

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels :

- (i) constate que compte tenu du bénéfice de l'exercice s'élevant à 2 533 199 580,72 euros et du report à nouveau créditeur de 6 900 173 446,04 euros (avant imputation de l'acompte sur dividende visé au (iii) ci-après), le bénéfice distribuable s'élève à 9 433 373 026,76 euros ;
- (ii) décide de verser aux actionnaires, à titre de dividende, 0,70 euro par action et d'affecter le solde du bénéfice distribuable au poste « Report à nouveau » ;

- (iii) prend acte que, compte tenu de l'acompte sur dividende d'un montant de 0,30 euro par action mis en paiement le 6 décembre 2018, le solde du dividende à distribuer s'élève à 0,40 euro par action.

La date de détachement du dividende est le 4 juin 2019 et le solde du dividende à distribuer sera mis en paiement le 6 juin 2019.

L'Assemblée générale confère tous pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet de déterminer, notamment au vu du nombre d'actions auto-détenues à la date de mise en paiement du dividende, le montant global du dividende, et, en conséquence, le montant du solde du bénéfice distribuable affecté au poste « Report à nouveau ».

Il est précisé que le solde du dividende à distribuer est éligible à hauteur du montant brut perçu à l'abattement de 40% en application du 2° du 3 de l'article 158 du Code général des impôts, bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France.

Il est rappelé que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions (hors auto-détention)	Dividende par action	Quote-part du dividende éligible à l'abattement de 40 %
2015	2 659 400 794	0,60 €	100 %
2016	2 659 846 780	0,60 €	100 %
2017	2 658 547 775	0,65 €	100 %

Résolution 4 : Approbation des conventions réglementées

Aucune convention réglementée n'a été approuvée par le Conseil d'administration au cours de l'exercice 2018. Seules les conventions antérieurement autorisées dont les effets se sont poursuivis font donc l'objet du rapport spécial des Commissaires aux comptes dont il est demandé aux actionnaires de prendre acte.

Ces conventions ont par ailleurs été présentées au Conseil d'administration du 15 mars 2019 pour réexamen annuel, conformément aux dispositions de l'article L. 225-40-1 du Code de commerce.

Les conventions concernées sont les mêmes que celles figurant dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes soumis à votre Assemblée, à savoir les avenants conclus avec la société Novalis ayant pour objet d'étendre aux mandataires sociaux le champ d'application des contrats du groupe Orange relatifs aux frais de santé, d'une part, et à la couverture décès, incapacité, invalidité, d'autre part. Les mandataires sociaux concernés sont le Président-Directeur Général et les Directeurs Généraux Délégués.

Quatrième résolution

Conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux

comptes, prend acte des conclusions dudit rapport et constate qu'aucune convention visée par l'article L. 225-38 du Code de commerce n'a été conclue lors de l'exercice 2018.

Résolution 5 : Nomination d'une nouvelle administratrice

Le mandat de Mouna Sepehri vient à expiration à l'issue de l'Assemblée générale. Mouna Sepehri n'a pas souhaité demander le renouvellement de son mandat compte tenu, notamment, de l'actualité concernant le Groupe pour lequel elle travaille. Le Conseil d'administration d'Orange en a tenu compte, en dépit de sa forte contribution au sein du Conseil tant en qualité d'administratrice que de présidente du CGRSE depuis 2014, et l'a remerciée pour son efficacité et la qualité de son travail au cours de ses mandats.

À la suite d'un travail et d'entretiens menés par l'administrateur référent, le CGRSE a étudié plusieurs profils féminins ayant des compétences notamment en matière de gouvernance de grands groupes et de RSE et qui complèteraient efficacement la composition du Conseil. Le CGRSE a ensuite formulé une recommandation au Conseil sur la base d'une pré-sélection établie parmi ces profils, en veillant en particulier à la conformité aux critères d'indépendance et aux mandats exercés. Le Conseil, lors de sa réunion du 15 mars 2019, après en avoir débattu, a suivi la recommandation du CGRSE et décidé de vous proposer la nomination d'**Anne-Gabrielle Heilbronner** en qualité de nouvelle administratrice.

Cette nomination interviendrait dans les conditions prévues à l'article 13 des statuts pour une période de quatre ans, venant à expiration à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022, soit en 2023.

Une biographie détaillée de M^{me} Anne-Gabrielle Heilbronner figure en page 12 de la présente brochure.

Cinquième résolution

Nomination d'une nouvelle administratrice

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, constate que le mandat d'administratrice de M^{me} Mouna Sepehri viendra à expiration à l'issue de la présente Assemblée générale et décide, sur

proposition du Conseil d'administration et dans les conditions prévues par l'article 13 des statuts, de nommer comme nouvelle administratrice M^{me} Anne-Gabrielle Heilbronner pour une période de quatre années venant à expiration à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Résolutions 6 à 8 : Renouvellement d'administrateurs

Les mandats d'Alexandre Bompard, de Helle Kristoffersen, et de Jean-Michel Severino viennent à expiration à l'issue de l'Assemblée générale. Il vous est proposé de renouveler leur mandat d'administrateur, dans les conditions prévues à l'article 13 des statuts, pour une durée de quatre ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Ces trois administrateurs sont indépendants. L'examen de leur indépendance a été réalisée par le Conseil d'administration le 20 février 2019 dans le cadre de l'examen annuel de l'indépendance des administrateurs et dans la perspective des projets de résolutions de renouvellement d'administrateurs.

Vous trouverez des informations complémentaires sur les administrateurs dont le mandat est proposé au renouvellement en page 13 de la présente brochure, ainsi que leur biographie détaillée dans le Document de référence de la Société (section 5.1.1 Conseil d'administration).

Sixième résolution

Renouvellement du mandat de M. Alexandre Bompard en qualité d'administrateur

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, constate que le mandat d'administrateur de M. Alexandre Bompard viendra à expiration à l'issue de la présente Assemblée générale et décide, sur proposition du Conseil d'administration et dans les conditions prévues par l'article 13 des statuts, de renouveler son mandat d'administrateur pour une période de quatre années venant à expiration à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

expiration à l'issue de la présente Assemblée générale et décide, sur proposition du Conseil d'administration et dans les conditions prévues par l'article 13 des statuts, de renouveler son mandat d'administratrice pour une période de quatre années venant à expiration à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Huitième résolution

Renouvellement du mandat de M. Jean-Michel Severino en qualité d'administrateur

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, constate que le mandat d'administrateur de M. Jean-Michel Severino viendra à expiration à l'issue de la présente Assemblée générale et décide, sur proposition du Conseil d'administration et dans les conditions prévues par l'article 13 des statuts, de renouveler son mandat d'administrateur pour une période de quatre années venant à expiration à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Septième résolution

Renouvellement du mandat de M^{me} Helle Kristoffersen en qualité d'administratrice

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, constate que le mandat d'administratrice de M^{me} Helle Kristoffersen viendra à

Résolution 9 : Renouvellement du mandat d'une administratrice représentant l'État

Le mandat d'Anne Lange, administratrice représentant l'État, vient à expiration à l'issue de l'Assemblée générale.

Il vous est proposé de renouveler son mandat d'administratrice dans les conditions prévues par l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur la capital des sociétés à participation publique et l'article 13 des statuts, pour une durée de quatre ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Vous trouverez des informations complémentaires sur Anne Lange en page 13 de la présente brochure, ainsi que sa biographie détaillée dans le Document de référence de la Société (section 5.1.1 Conseil d'administration).

Neuvième résolution

Renouvellement du mandat de M^{me} Anne Lange en qualité d'administratrice

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, constate que le mandat d'administratrice de M^{me} Anne Lange viendra à expiration à l'issue de la présente Assemblée générale et décide, sur proposition

de l'État et du Conseil d'administration, dans les conditions prévues par l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 et l'article 13 des statuts, de renouveler son mandat d'administratrice pour une période de quatre années venant à expiration à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Résolutions 10 à 12 : Approbation des éléments de rémunération des dirigeants mandataires sociaux de la Société

En application de l'article L. 225-37-2 du Code de commerce, les actionnaires sont appelés à se prononcer sur les rémunérations des dirigeants mandataires sociaux au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 sous la forme d'une résolution soumise au moins chaque année à l'approbation de l'Assemblée générale des actionnaires.

À ce titre, il est donc proposé aux actionnaires le vote d'une résolution sur la rémunération individuelle de chacun des trois dirigeants mandataires sociaux : Stéphane Richard, Président-Directeur Général d'Orange (dixième résolution), Ramon Fernandez et Gervais Pellissier, Directeurs Généraux Délégués (respectivement onzième et douzième résolutions).

Le tableau ci-après reprend une synthèse de ces éléments de rémunération.

Montants bruts (en euros)	Montants dus au titre de l'exercice à Stéphane Richard	Montants versés au cours de l'exercice à Stéphane Richard	Montants dus au titre de l'exercice à Ramon Fernandez	Montants versés au cours de l'exercice à Ramon Fernandez	Montants dus au titre de l'exercice à Gervais Pellissier	Montants versés au cours de l'exercice à Gervais Pellissier
Rémunération fixe	932 930	932 930	600 000	600 000	600 000	600 000
Rémunération variable	626 124	533 250	294 235	296 250	294 235	355 500
Rémunération variable pluriannuelle	300 000	300 000	200 000	160 000	200 000	200 000
Rémunération exceptionnelle	0	0	0	0	0	0
Jetons de présence	0 ⁽¹⁾	0 ⁽¹⁾	NA ⁽²⁾	NA ⁽²⁾	NA ⁽²⁾	NA ⁽²⁾
Avantages en nature	11 708	11 708	10 236	10 236	18 152	18 152
Total⁽³⁾	1 870 762	1 777 888	1 104 471	1 066 486	1 112 387	1 173 652

(1) Stéphane Richard a renoncé à percevoir ses jetons de présence.

(2) Non applicable.

(3) Pour les Attributions d'options d'actions, d'actions de performance ou d'éléments de rémunération de long terme, voir la section 5.4.1.2 du Document de référence.

Une présentation détaillée de la rémunération des mandataires sociaux est donnée à la section 5.4.1.2 du Document de référence.

Dixième résolution

Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 à M. Stéphane Richard, Président-Directeur Général

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration prévu par l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués à M. Stéphane Richard au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels que présentés dans la section 5.4.1.2 du Document de référence de la société relatif à l'exercice 2018.

Onzième résolution

Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 à M. Ramon Fernandez, Directeur Général Délégué

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration prévu

par l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués à M. Ramon Fernandez au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels que présentés dans la section 5.4.1.2 du Document de référence de la société relatif à l'exercice 2018.

Douzième résolution

Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 à M. Gervais Pellissier, Directeur Général Délégué

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration prévu par l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués à M. Gervais Pellissier au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels que présentés dans la section 5.4.1.2 du Document de référence de la société relatif à l'exercice 2018.



Résolutions 13 et 14 : Approbation des principes et critères de rémunération du Président-Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués

Conformément à l'article L. 225-37-2 du Code de commerce, les actionnaires doivent approuver en Assemblée générale les principes et critères de détermination, répartition et attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages en nature attribuables aux dirigeants mandataires sociaux.

Les treizième et quatorzièmes résolutions ont donc pour objet de proposer aux actionnaires le vote sur la politique de rémunération du Président-Directeur Général au titre de l'exercice 2019, Stéphane Richard (treizième résolution) ainsi que des Directeurs Généraux Délégués, Ramon Fernandez et Gervais Pellissier (quatorzième résolution).

Le détail de cette politique figure dans le Rapport sur les rémunérations et avantages des dirigeants mandataires sociaux établi par votre Conseil, en page 39 de la présente brochure.

Treizième résolution

Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Président-Directeur Général

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, en application de l'article L. 225-37-2 du Code de commerce, approuve les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Président-Directeur Général à raison de son mandat, tels que détaillés dans la section 5.4.1.3 du Document de référence de la société relatif à l'exercice 2018.

Quatorzième résolution

Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables aux Directeurs Généraux Délégués

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, en application de l'article L. 225-37-2 du Code de commerce, approuve les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables aux Directeurs Généraux Délégués à raison de leur mandat, tels que détaillés dans la section 5.4.1.3 du Document de référence de la société relatif à l'exercice 2018.



Résolution 15 : Rachat par la Société de ses propres actions

Votre Conseil d'administration vous propose de l'autoriser à racheter des actions de la Société dans la limite d'un nombre d'actions représentant **10 % du capital** et au prix maximum de **24 euros** par action (ce prix pouvant être ajusté en cas d'opération sur le capital). Le montant maximum des fonds destinés au programme de rachat est ainsi fixé à 6 384 135 837,60 euros.

Cette autorisation serait valable pour une période de **18 mois** à compter de l'Assemblée générale et pourrait être mise en œuvre à tout moment sauf en période d'offre publique visant les actions de la Société.

Le programme de rachat aurait pour objet :

- de permettre à la société d'honorer des obligations liées à des titres donnant accès au capital ou à des programmes de stock-options ou toute autre forme d'allocation d'actions aux salariés (en particulier d'attribution gratuite d'actions ou d'offres réservées au personnel) ;
- d'assurer la liquidité de l'action Orange par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la décision AMF n° 2018-01 du 2 juillet 2018 ;
- de conserver des actions pour remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe ;
- de réduire le capital de la société.

Le Conseil d'administration aurait tous pouvoirs pour mettre en œuvre cette délégation et en arrêter les modalités.

L'adoption de cette résolution mettrait fin à l'autorisation de rachat donnée par l'Assemblée générale mixte du 4 mai 2018 qui a été utilisée pour acquérir des actions (hors contrat de liquidité) en juin et septembre 2018 (honorer des obligations d'allocations d'actions aux salariés) et dans le cadre du contrat de liquidité avec le prestataire de services d'investissement (PSI) indépendant (Rothschild).

Ce contrat a été revu en février 2019 suite aux évolutions de la réglementation relative aux contrats de liquidité.

Le Conseil d'administration vous informera dans son rapport annuel, des achats, transferts ou annulations d'actions réalisés et le cas échéant de l'affectation des actions acquises aux différents objectifs poursuivis.

Quinzième résolution

Autorisation à conférer au Conseil d'administration à l'effet d'acheter ou de transférer des actions de la Société

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, autorise, conformément aux articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce, le Conseil d'administration à acheter des actions de la Société, dans la limite d'un nombre d'actions représentant 10 % du capital social existant au jour de la présente Assemblée générale, dans les conditions suivantes :

- le prix maximum d'achat ne devra pas excéder 24 euros par action, étant précisé qu'en cas d'opérations sur le capital, notamment par incorporation de réserves suivie de la création et de l'attribution gratuite d'actions, et/ou de division ou de regroupement des actions, ce prix sera ajusté en conséquence ;
- le montant maximum des fonds destinés au programme de rachat est fixé à 6 384 135 837,60 euros ;
- les acquisitions réalisées par la Société en vertu de la présente autorisation ne pourront en aucun cas l'amener à détenir, directement ou indirectement, à quelque moment que ce soit, plus de 10 % des actions composant le capital social ;
- les acquisitions ou transferts d'actions pourront être réalisés à tout moment, dans le respect des dispositions légales ou réglementaires. Toutefois, le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la société, et ce jusqu'à la fin de la période d'offre ;
- les acquisitions ou transferts d'actions pourront être réalisés par tous moyens, dans les conditions prévues par la loi, notamment sur les marchés réglementés, les systèmes multilatéraux de négociation organisés ou de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs ou par le recours à des instruments financiers dérivés négociés sur les marchés réglementés ;
- cette autorisation est valable pour une période de 18 mois.

Ces acquisitions d'actions pourront être effectuées en vue de toute affectation permise par la loi, les finalités de ce programme de rachat d'actions étant :

- (i) d'honorer des obligations liées :
 - a. aux programmes d'options sur actions ou autres allocations d'actions aux membres du personnel de la Société ou d'entreprises associées et notamment d'allouer des actions aux membres du personnel de la Société et des entités de son groupe dans le cadre (i) de la participation aux résultats de l'entreprise, (ii) de tout plan d'achat, d'options d'achat ou d'attribution gratuite d'actions au profit des membres du personnel et mandataires sociaux ou de certains d'entre eux, ou (iii) de toute offre d'acquisition d'actions réservée au personnel du groupe Orange (en ce compris toute cession d'actions visée à l'article L. 3332-24 du Code du travail), ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture afférentes à ces opérations,
 - b. aux valeurs mobilières donnant accès à des actions de la société (y compris réaliser toutes opérations de couverture à raison des obligations de la société liées à ces valeurs mobilières), y compris aux valeurs mobilières souscrites par des membres du personnel ou des anciens membres du personnel de la Société et des entités de son groupe,
- (ii) d'assurer la liquidité de l'action de la société par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la décision AMF n° 2018-01 du 2 juillet 2018,
- (iii) de conserver des actions pour remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe,
- (iv) de réduire le capital de la société en application de la trente-et-unième résolution soumise à la présente Assemblée générale, sous réserve de son adoption.

L'Assemblée générale confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, pour décider et effectuer la mise en œuvre de la présente autorisation, pour en préciser les termes et en arrêter les modalités, pour passer tous ordres de bourse, conclure tous accords, établir tous documents notamment d'information, effectuer toutes formalités, en ce compris affecter ou réaffecter les actions acquises aux différentes finalités poursuivies, et toutes déclarations auprès de tous organismes et, d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire.

Il est mis fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée générale mixte du 4 mai 2018 par sa seizième résolution.

Présentation des résolutions à soumettre à l'Assemblée générale à titre extraordinaire

Résolutions 16 à 27 : Autorisations financières

Il est proposé aux actionnaires de consentir au Conseil d'administration des autorisations pour lui permettre de choisir, à tout moment, au sein d'une large gamme de valeurs mobilières donnant accès en particulier à des actions de la société, avec maintien ou non du droit préférentiel de souscription des actionnaires, l'instrument financier le plus approprié au développement de la Société, compte tenu des caractéristiques des marchés financiers au moment considéré :

- autorisations globales (seizième à vingt-sixième résolution) d'une durée de 26 mois chacune, qui est la durée maximale fixée par le Code de commerce, et limitée au total (par la vingt-septième résolution) à 3 milliards d'euros de nominal, permettant l'émission, *via* différentes résolutions et avec ou sans droit préférentiel de souscription, d'actions et de valeurs mobilières donnant accès, immédiat ou à terme, à des actions de la société ;
- délégation complémentaire (trentième résolution) pour la même durée de 26 mois, concernant l'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, dans la limite de 2 milliards d'euros de nominal, indépendante du plafond de l'autorisation globale ;
- délégation complémentaire (vingt-neuvième résolution) pour une durée de 18 mois concernant l'augmentation du capital au bénéfice des adhérents du plan d'épargne d'entreprise mis en place au sein du Groupe, dans la limite de 200 millions d'euros de nominal.

Les montants proposés sont présentés en nominal, étant rappelé que la valeur nominale de l'action Orange est de 4 euros.

Par ailleurs, comme en 2017 chaque autorisation globale fera l'objet de deux résolutions séparées : l'une autorisant votre Conseil à utiliser cette autorisation en dehors d'une période d'offre publique sur les titres de la Société, et l'autre (qui suit immédiatement la précédente en termes de numérotation pour une meilleure lisibilité) pour autoriser expressément votre Conseil à utiliser cette autorisation en période d'offre publique sur les titres de la Société.

L'Assemblée générale du 4 mai 2018 a autorisé votre Conseil d'administration, pour une durée de 18 mois, à annuler tout ou partie des actions Orange acquises dans le cadre du programme de rachat d'actions mis en place par votre société, et, en conséquence, à réduire le capital (dix-neuvième résolution de l'Assemblée générale du 4 mai 2018). Cette délégation venant à échéance le 3 novembre 2019, votre Conseil d'administration vous demande d'y mettre fin, avec effet immédiat au jour de l'Assemblée générale, et de la renouveler pour la même durée de 18 mois (trentième-et-unième résolution).

L'ensemble de ces délégations fournira au Conseil d'administration les moyens lui permettant, le cas échéant en faisant appel aux marchés financiers, de réunir avec rapidité et souplesse auprès d'actionnaires les moyens financiers nécessaires au développement de votre Société. Ces délégations donnent au Conseil d'administration les pouvoirs nécessaires pour en assurer l'exécution (en constater la réalisation, procéder aux modifications statutaires ou aux formalités, etc.), avec faculté de délégation au Directeur Général, conformément à la loi.

Résolutions 16 et 17 : Émission d'actions de la société avec maintien du droit préférentiel de souscription

La seizième résolution est une délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions de la société et des valeurs mobilières complexes, **avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, exerçable uniquement hors période d'offre publique.**

Il est demandé à l'Assemblée générale, en utilisant le dispositif légal de la délégation globale de compétence, de donner au Conseil d'administration une délégation, d'une durée de **26 mois**, pour décider l'émission, avec droit préférentiel de souscription des actionnaires :

- d'actions de la Société ;
- de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société ;
- de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre ;
- de titres de capital donnant accès à des titres de capital à émettre par une Filiale de la Société ; et
- de titres de capital donnant accès à des titres de capital existants ou donnant droit à l'attribution de titres de créance d'une entité dans laquelle la société détient, directement ou indirectement, des droits dans le capital), le tout dans la limite d'un montant nominal maximal d'augmentation de capital de **2 milliards d'euros**, étant précisé que toute émission sur le fondement de cette résolution sera prise en compte pour l'application de la limitation globale de 3 milliards d'euros faisant spécifiquement l'objet de la vingt-septième résolution.

La dix-septième résolution autorise le Conseil à utiliser la délégation de compétence prévue à la seizième résolution **en période d'offre publique** sur les titres de la Société, pour la même durée et avec un plafond commun.

Seizième résolution

Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions de la Société et des valeurs mobilières complexes, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires (utilisable uniquement en dehors d'une période d'offre publique sur les titres de la Société, sauf autorisation spécifique de l'Assemblée générale)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, délègue sa compétence au Conseil d'administration pour décider, en une ou plusieurs fois, l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires :

- (i) d'actions de la Société ;
- (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société ;
- (iii) de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre ;
- (iv) de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre par une société dont la société possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital (la « Filiale ») ; et
- (v) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à des titres de capital existants ou donnant droit à l'attribution de titres de créance d'une entité dans laquelle la Société détient directement ou indirectement des droits dans le capital ;

dont la souscription pourra être opérée en espèces ou par compensation de créances.

La délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de 26 mois à compter de la présente Assemblée générale.

Le montant nominal d'augmentation de capital de la Société, immédiate ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra pas excéder 2 milliards d'euros. Ce montant ne comprend pas le montant du nominal des actions de la société qu'il faudrait émettre pour préserver, conformément à la loi, les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions.

Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel de souscription aux actions et valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation (sauf si le titre émis est une valeur mobilière qui n'est pas un titre de capital et donne accès à des titres de capital à émettre par une Filiale, un tel droit n'étant alors pas applicable). Le Conseil d'administration pourra instituer au profit des actionnaires un droit de souscription à titre réductible aux actions ou aux valeurs mobilières émises, qui s'exercera proportionnellement à leurs droits de souscription et dans la limite de leurs demandes.

Dans le cas de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à des actions à émettre d'une Filiale, l'Assemblée générale de la Filiale devra, à peine de nullité de la décision d'émission, autoriser la suppression du droit préférentiel de souscription de ses actionnaires relativement aux actions à émettre.

Si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le Conseil

d'administration pourra utiliser, dans l'ordre qu'il déterminera, les différentes facultés offertes par la loi, y compris celle d'offrir au public tout ou partie des titres non souscrits.

La présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner droit.

Les émissions de bons de souscription d'actions de la Société pourront être réalisées par offre de souscription, mais également par attribution gratuite aux propriétaires d'actions anciennes. En cas d'attribution gratuite de bons de souscription d'actions, le Conseil d'administration aura la faculté de décider que les droits d'attribution formant rompus ne seront pas négociables et que les titres correspondants seront vendus.

Le Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par loi, arrêtera les caractéristiques, montant et modalités de toute émission ainsi que des titres émis et des conditions d'exercice du droit préférentiel de souscription ainsi que de ses modalités de négociation le cas échéant ; le Conseil d'administration pourra procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, fixer les modalités selon lesquelles sera assurée la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital, permettre l'imputation des frais des augmentations de capital sur le montant des primes y afférentes, prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale et plus généralement, faire le nécessaire.

Toutefois, en cas de dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la société, le Conseil d'administration ne pourra, à compter du dépôt du projet d'offre publique et jusqu'à la fin de la période d'offre, décider de mettre en œuvre la présente délégation de compétence, sauf autorisation en application de la dix-septième résolution soumise à la présente Assemblée générale (si celle-ci est approuvée par la présente Assemblée générale) ou autorisation spécifique en période d'offre publique donnée par l'Assemblée générale.

Il est mis fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée générale mixte du 1^{er} juin 2017, par sa seizième résolution.

Dix-septième résolution

Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet d'utiliser la délégation de compétence accordée à la seizième résolution en période d'offre publique sur les titres de la Société

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, autorise l'utilisation par le Conseil d'administration de la délégation de compétence accordée par la présente Assemblée générale à la seizième résolution (sous réserve de l'approbation de celle-ci par la présente Assemblée générale) à tout moment, y compris, en cas de dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la société, à compter de ce dépôt.

Il est précisé que le montant nominal de toute augmentation de capital intervenant dans ce cadre serait imputé sur le plafond fixé à la seizième résolution.

Résolutions 18 à 21 : Émission d'actions de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription

Les dix-huitième et vingtième résolutions sont des délégations de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions de la Société et des valeurs mobilières complexes, **avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, exerçable uniquement hors période d'offre publique.**

Il est demandé à l'Assemblée générale, en utilisant le dispositif légal de la délégation globale de compétence, de donner au Conseil d'administration une délégation, d'une durée de **26 mois**, pour décider l'émission par offre au public (dix-huitième résolution) et/ou par offre s'adressant à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs au sens du Code monétaire et financier, généralement appelée « placement privé » (vingtième résolution), **sans droit préférentiel de souscription des actionnaires :**

- d'actions de la Société ;
- de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société ;
- de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre ;
- de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à des titres de capital à émettre par une Filiale de la Société ; et
- de titres de capital donnant accès à des titres de capital existants ou donnant droit à l'attribution de titres de créance d'une entité dans laquelle la Société détient, directement ou indirectement, des droits dans le capital, le tout dans la limite d'un montant nominal maximal d'augmentation de capital de **1 milliard d'euros**, étant précisé que toute émission sur le fondement de ces résolutions sera prise en compte pour l'application de la limitation globale de 3 milliards d'euros faisant spécifiquement l'objet de la vingt-septième résolution.

En outre, s'agissant de la vingtième résolution, la ou les augmentations de capital qui seraient réalisées sur le fondement de cette résolution s'imputeront sur le plafond de la dix-huitième résolution (1 milliard), soit environ 9 % du capital quand la loi permet un plafond de 20 % du capital au maximum.

Dans le cadre de ces délégations, le prix d'émission serait au moins égal au montant minimum prévu par les lois et règlements en vigueur au moment de l'utilisation de la délégation, après correction de ce montant, s'il y a lieu, pour tenir compte de la différence de date de jouissance des actions de la Société ou de la Filiale concernée.

En fonction de ces éléments, le Conseil d'administration fixerait le prix d'émission des titres émis, et, le cas échéant, les modalités de rémunération des titres de créance, au mieux des intérêts de la Société et de ses actionnaires en tenant compte de tous les paramètres en cause. À cet effet, il prendra en considération, notamment, la nature des titres émis, la tendance des marchés boursiers et du marché de l'action Orange, les taux d'intérêt pratiqués si les valeurs émises consistent en des titres de créance, le nombre d'actions ordinaires auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit et plus généralement l'ensemble des caractéristiques des titres émis.

Par ailleurs, le Conseil d'administration pourra instituer en faveur des actionnaires un droit de priorité.

En l'état actuel de la réglementation, le prix d'émission des actions nouvelles émises dans le cadre d'une offre au public (dix-huitième résolution) ou dans le cadre d'une offre s'adressant à des investisseurs qualifiés au sens du Code monétaire et financier (vingtième résolution), sans droit préférentiel de souscription, par une société dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé ne peut être inférieur à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de Bourse précédant la fixation de prix éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5 %.

Enfin, seraient exclues des dix-huitième et vingtième résolutions toutes émissions d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à des actions de préférence.

Les dix-neuvième et vingt-et-unième résolutions autorisent le Conseil à utiliser les délégations de compétence prévues respectivement aux dix-huitième et vingtième résolutions **en période d'offre publique** visant les titres de la Société, pour les mêmes durées et avec un plafond commun.

Dix-huitième résolution

Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions de la Société et des valeurs mobilières complexes, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires dans le cadre d'une offre au public (utilisable uniquement en dehors d'une période d'offre publique sur les titres de la Société, sauf autorisation spécifique de l'Assemblée générale)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, délègue sa compétence au Conseil d'administration pour décider, en une ou plusieurs fois, l'émission par une offre au public,

- (i) d'actions de la Société ;
- (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société ;

(iii) de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre ;

(iv) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à des titres de capital à émettre par une société dont la Société possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital (la « Filiale ») ; et

(v) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à des titres de capital existants ou donnant droit à l'attribution de titres de créance d'une entité dans laquelle la Société détient directement ou indirectement des droits dans le capital ;

dont la souscription pourra être opérée en espèces ou par compensation de créances.

L'Assemblée générale décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires à ces actions et valeurs mobilières.

La délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de 26 mois à compter de la présente Assemblée générale.

Le montant nominal d'augmentation de capital de la Société, immédiate ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra pas excéder 1 milliard d'euros. Ce montant ne comprend pas le montant du nominal des actions de la société qu'il faudrait émettre pour préserver, conformément à la loi, les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions.

Le prix d'émission des actions émises en vertu de la présente délégation devra être au moins égal au montant minimum prévu par les lois et règlements en vigueur au moment de la décision d'émission. Ce montant pourra être corrigé, s'il y a lieu, pour tenir compte de la différence de date de jouissance des actions.

Le prix d'émission des valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation sera tel que la somme perçue immédiatement par la société ou, en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès à des actions d'une Filiale, par la Filiale, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la société ou la Filiale, selon le cas, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au montant visé à l'alinéa précédent corrigé, s'il y a lieu, pour tenir compte de la différence de date de jouissance des actions.

Le Conseil d'administration pourra instituer en faveur des actionnaires un droit de priorité, irréductible et éventuellement réductible, pour tout ou partie de l'émission, pour souscrire les actions ou les valeurs mobilières, dont il fixera, dans les conditions légales, les modalités et les conditions d'exercice, sans donner lieu à la création de droits négociables. Les titres non souscrits en vertu de ce droit pourront faire l'objet d'un placement sur le marché international.

Si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le Conseil d'administration pourra limiter l'émission au montant des souscriptions reçues, sous la condition que celui-ci atteigne au moins les trois quarts de l'émission décidée, et/ou répartir librement les titres non souscrits.

La présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation pourront donner accès.

Le Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par loi, arrêtera les caractéristiques, montant et modalités de toute émission ainsi que des titres émis, pourra procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la société, fixer les modalités selon lesquelles sera assurée la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital, permettre l'imputation des frais des augmentations de capital sur le montant des primes y afférentes, prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale et plus généralement, faire le nécessaire.

Toutefois, en cas de dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la société, le Conseil d'administration ne pourra, à compter du dépôt du projet d'offre publique et jusqu'à la fin de la période d'offre, décider de mettre en œuvre la présente délégation de compétence, sauf autorisation en application de la dix-neuvième résolution soumise à la présente Assemblée générale (si celle-ci est approuvée par la présente Assemblée générale) ou autorisation spécifique en période d'offre publique donnée par l'Assemblée générale.

Il est mis fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée générale mixte du 1^{er} juin 2017, par sa dix-huitième résolution.

Dix-neuvième résolution

Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet d'utiliser la délégation de compétence accordée à la dix-huitième résolution en période d'offre publique sur les titres de la Société

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, autorise l'utilisation par le Conseil d'administration de la délégation de compétence accordée par l'Assemblée générale à la dix-huitième résolution (sous réserve de l'approbation de celle-ci par la présente Assemblée générale) à tout moment, y compris, en cas de dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société, à compter de ce dépôt.

Il est précisé que le montant nominal de toute augmentation de capital intervenant dans ce cadre serait imputé sur le plafond fixé à la dix-huitième résolution.

Vingtième résolution

Délégation de compétence au Conseil d'administration, à l'effet d'émettre des actions de la Société et des valeurs mobilières complexes, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans le cadre d'une offre visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier (utilisable uniquement en dehors d'une période d'offre publique sur les titres de la Société, sauf autorisation spécifique de l'Assemblée générale)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, délègue sa compétence au Conseil d'administration pour décider, en une ou plusieurs fois, l'émission par une offre visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier,

- (i) d'actions de la Société ;
- (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société ;
- (iii) de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre ;
- (iv) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à des titres de capital à émettre par une société dont la Société possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital (la « Filiale ») ; et
- (v) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à des titres de capital existants ou donnant droit à l'attribution de titres de créance d'une entité dans laquelle la Société détient directement ou indirectement des droits dans le capital ;

dont la souscription pourra être opérée en espèces ou par compensation de créances.

L'Assemblée générale décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires à ces actions et valeurs mobilières.

La délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de 26 mois à compter de la présente Assemblée générale.

Le montant nominal d'augmentation de capital de la Société, immédiate ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra pas excéder, et s'imputera sur, le plafond relatif aux augmentations de capital prévu à la dix-huitième résolution soumise à la présente Assemblée générale (1 milliard d'euros) (et en tout état de cause sera limité, conformément à la loi, à 20 % du capital social). Ce plafond ne tient pas compte du montant du nominal des actions de la société qu'il faudrait émettre pour préserver, conformément à la loi, les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société.

Le prix d'émission des actions émises en vertu de la présente délégation devra être au moins égal au montant minimum prévu par les lois et règlements en vigueur au moment de la décision d'émission. Ce montant pourra être corrigé, s'il y a lieu, pour tenir compte de la différence de date de jouissance des actions.

Le prix d'émission des valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation sera tel que la somme perçue immédiatement par la société ou, en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès à des actions d'une Filiale, par la Filiale, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société ou la Filiale, selon le cas, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au montant visé à l'alinéa précédent corrigé, s'il y a lieu, pour tenir compte de la différence de date de jouissance des actions.

Si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le Conseil d'administration pourra limiter l'émission au montant des souscriptions reçues, sous la condition que celui-ci atteigne au moins les trois quarts de l'émission décidée, et/ou répartir librement les titres non souscrits.

La présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner accès.

Le Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par loi, arrêtera les caractéristiques, montant et modalités de toute émission ainsi que des titres émis, pourra procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence

d'opérations sur le capital de la Société, fixer les modalités selon lesquelles sera assurée la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital, permettre l'imputation des frais des augmentations de capital sur le montant des primes y afférentes, prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale et plus généralement, faire le nécessaire.

Toutefois, en cas de dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la société, le Conseil d'administration ne pourra, à compter du dépôt du projet d'offre publique et jusqu'à la fin de la période d'offre, décider de mettre en œuvre la présente délégation de compétence, sauf autorisation en application de la vingt-et-unième résolution soumise à la présente Assemblée générale (si celle-ci est approuvée par la présente Assemblée générale) ou autorisation spécifique en période d'offre publique donnée par l'Assemblée générale.

Il est mis fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée générale mixte du 1^{er} juin 2017, par sa vingtième résolution.

Vingt-et-unième résolution

Autorisation donnée au Conseil d'administration, à l'effet d'utiliser la délégation de compétence accordée à la vingtième résolution en période d'offre publique sur les titres de la Société

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, autorise l'utilisation par le Conseil d'administration de la délégation de compétence accordée par l'Assemblée générale à la vingtième résolution (sous réserve de l'approbation de celle-ci par la présente Assemblée générale) à tout moment, y compris, en cas de dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société, à compter de ce dépôt.

Il est précisé que le montant nominal de toute augmentation de capital intervenant dans ce cadre serait imputé sur le plafond fixé à la vingtième résolution.

Résolution 22 : Augmentation du nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital sur le fondement des résolutions 16 à 21

Cette résolution, communément appelée « *green shoe* », a pour objet d'autoriser le Conseil d'administration, en cas d'augmentation de capital avec ou sans suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas de demandes excédentaires, dans les conditions légales et sous réserve du respect du plafond prévu dans la résolution en application de laquelle l'émission est décidée.

Cette résolution peut être utilisée pour chacune des émissions décidées en application des seizième à vingt-et-unième résolutions.

Ce dispositif donnerait au Conseil d'administration la faculté de procéder à des augmentations de capital complémentaires à des conditions identiques à l'émission initiale. Ceci permet d'augmenter la taille d'une émission en cas de demandes excédentaires (sur-allocation) de la part des actionnaires, du public ou des investisseurs considérés, selon le cas.

En l'état actuel de la réglementation :

- la mise en œuvre de cette délégation devrait intervenir au plus tard dans les 30 jours de la clôture de la souscription de l'émission initiale ; et
- l'augmentation de capital complémentaire serait limitée à **15 % de l'émission initiale** et devrait intervenir au même prix d'émission que celui retenu pour l'émission initiale.

Vingt-deuxième résolution

Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet, en cas d'émission de titres, d'augmenter le nombre de titres à émettre

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, autorise le Conseil d'administration à décider, dans les délais et limites prévus par la loi

et de la résolution en vertu de laquelle l'émission est décidée (à ce jour, dans la limite de 15 % de l'émission initiale et au même prix que celui retenu pour cette émission), pour chacune des émissions décidées en application des seizième résolution à vingt-et-unième résolution incluse soumises à la présente Assemblée générale, l'augmentation du nombre de titres à émettre.

L'autorisation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de 26 mois à compter de la présente Assemblée générale.

Résolutions 23 et 24 : Émission d'actions en cas d'offre publique d'échange initiée par Orange

La vingt-troisième résolution est une délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions et des valeurs mobilières complexes, **avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, en cas d'offre publique d'échange initiée par la Société, exerçable uniquement hors période d'offre publique.**

Cette résolution a pour objet de permettre à la Société, conformément à l'article L. 225-148 du Code de commerce, l'émission, **sans droit préférentiel de souscription**, d'actions – ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions – pour permettre la réalisation d'offres publiques d'échange (OPE) qu'elle initierait en France ou à l'étranger.

Ces actions ou valeurs mobilières serviraient, par voie d'échange, à rémunérer les actionnaires qui apporteraient des titres d'une société objet d'une OPE, quelle qu'en soit la forme, à titre principal ou accessoire, initiée par la Société.

Toutefois, le bénéfice du régime de l'article L. 225-148 du Code de commerce est subordonné à la condition que les titres visés par l'offre soient admis aux négociations sur un marché réglementé, d'un État – telle la France – partie à l'accord sur l'Espace Économique Européen ou membre de l'OCDE.

Il s'agit là d'une procédure qui autorise l'échange de titres sans que soit respecté par la société le formalisme imposé lors de la réalisation d'un apport en nature.

L'augmentation de capital correspondante serait réalisée sans qu'il y ait lieu à droit préférentiel de souscription des actionnaires, auquel il est demandé de renoncer.

Le Conseil d'administration aurait à déterminer, lors de toute offre, la nature et les caractéristiques des actions ou des valeurs mobilières à émettre ; le montant de l'augmentation de capital dépendrait du résultat de l'offre et du nombre de titres présentés à l'échange, compte tenu des parités arrêtées et des actions ou des valeurs mobilières émises.

Cette délégation serait donnée pour un montant de **1 milliard d'euros**, qui s'imputerait sur le plafond autorisé par la dix-huitième résolution relative aux émissions sans droit préférentiel de souscription par offre au public. Ce plafond ne tient pas compte du montant nominal des actions de la Société qu'il faudrait émettre pour préserver, conformément à la loi, les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société ; elle serait donnée pour la même durée de **26 mois** à compter de l'Assemblée générale.

Les modalités d'application de la vingtième résolution s'appliqueraient aux émissions réalisées sur le fondement de cette vingt-troisième résolution, à l'exception de celles relatives au prix d'émission des actions et valeurs mobilières donnant accès à des actions, et au droit de priorité des actionnaires.

La vingt-quatrième résolution autorise le Conseil à utiliser la délégation de compétence prévue à la vingt-troisième résolution **en période d'offre publique** visant les titres de la société, pour la même durée et avec un plafond commun.

Vingt-troisième résolution

Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions et des valeurs mobilières complexes, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, en cas d'offre publique d'échange initiée par la Société (utilisable uniquement en dehors d'une période d'offre publique sur les titres de la société, sauf autorisation spécifique de l'Assemblée générale)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, délègue sa compétence au Conseil d'administration pour décider, en une ou plusieurs fois, l'émission (i) d'actions de la Société ou (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à des actions existantes de la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la société ou (iii) de valeurs mobilières donnant accès à des actions à émettre de la Société, à l'effet de rémunérer les titres apportés à une offre publique d'échange initiée par la Société sur des

titres d'une société dont les actions sont admises aux négociations sur l'un des marchés réglementés visés à l'article L. 225-148 du Code de commerce, et décide, en tant que de besoin, de supprimer, au profit des porteurs de ces titres, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et valeurs mobilières ainsi émises.

La délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de 26 mois à compter de la présente Assemblée générale.

Le montant nominal d'augmentation de capital de la Société, immédiate ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra pas excéder, et s'imputera sur, le plafond relatif aux augmentations de capital prévu à la dix-huitième résolution soumise à la présente Assemblée générale (1 milliard d'euros). Ce plafond ne tient pas compte du montant du nominal des actions de la Société qu'il faudrait émettre pour préserver, conformément à la loi, les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions de la société.

La présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation pourront donner accès.

Le Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par loi, aura tous pouvoirs à l'effet de mettre en œuvre les opérations visées par la présente délégation et notamment :

- de fixer la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser ;
- de constater le nombre de titres apportés à l'échange ;
- de vendre les titres qui n'ont pu être attribués individuellement et correspondant à des droit formant rompus ;
- de déterminer les dates, conditions d'émission, notamment le prix et la date de jouissance, des actions, ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société ;
- d'inscrire au passif du bilan, à un compte « prime d'apport », la différence entre le prix d'émission des actions nouvelles et leur valeur nominale ; et
- de procéder à l'imputation sur la « prime d'apport » de l'ensemble des frais et droits occasionnés par toute offre d'échange.

Toutefois, en cas de dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la société, le Conseil d'administration ne pourra, à compter du dépôt du projet d'offre publique et jusqu'à la fin de la période d'offre, décider de mettre en œuvre la présente délégation de

compétence, sauf autorisation en application de la vingt-quatrième résolution soumise à la présente Assemblée générale (si celle-ci est approuvée par la présente Assemblée générale) ou autorisation spécifique en période d'offre publique donnée par l'Assemblée générale.

Il est mis fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée générale mixte du 1^{er} juin 2017, par sa vingt-troisième résolution.

Vingt-quatrième résolution

Autorisation donnée au Conseil d'administration, à l'effet d'utiliser la délégation de compétence accordée à la vingt-troisième résolution en période d'offre publique sur les titres de la Société

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, autorise l'utilisation par le Conseil d'administration de la délégation de compétence accordée par l'Assemblée générale à la vingt-troisième résolution (sous réserve de l'approbation de celle-ci par la présente Assemblée générale) à tout moment, y compris, en cas de dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société, à compter de ce dépôt.

Il est précisé que le montant nominal de toute augmentation de capital intervenant dans ce cadre serait imputé sur le plafond fixé à la vingt-troisième résolution.

Résolutions 25 et 26 : Émission d'actions pour rémunérer des apports en nature

La vingt-cinquième résolution est une délégation de pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions et des valeurs mobilières complexes, **avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires**, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société, **exerçable uniquement hors période d'offre publique**.

Cette résolution a pour objet de déléguer au Conseil d'administration, pour une durée de **26 mois**, les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder à une augmentation de capital, **sans droit préférentiel de souscription**, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital.

Cette délégation serait donnée pour un montant nominal de **1 milliard d'euros** qui s'imputerait sur le plafond autorisé par la dix-huitième résolution (comme la vingt-troisième résolution). En tout état de cause, le plafond sera limité, conformément à la loi, à **10 % du capital social** (tel qu'existant à la date de l'Assemblée générale). Sur la base du capital social au 31 décembre 2018, le plafond serait de 1 064 022 639 euros.

Elle permettrait au Conseil d'administration de disposer des pouvoirs nécessaires pour procéder à l'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions existantes ou à émettre de la Société en vue de rémunérer de tels apports lorsque l'article L. 225-148 du Code de commerce n'est pas applicable (offre publique d'échange, voir *vingt-troisième résolution*).

Le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et valeurs mobilières ainsi émises serait supprimé au profit des porteurs des titres de capital ou valeurs mobilières objet des apports en nature. Cette délégation emporte également renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles les actions et valeurs mobilières qui seraient émises pourront donner droit.

En cas de mise en œuvre de la vingt-cinquième résolution, le Conseil d'administration statuerait sur le rapport du ou des Commissaires aux apports et dans les mêmes conditions que si l'Assemblée générale s'était elle-même prononcée : il pourrait ainsi approuver seul l'évaluation des apports en nature et l'octroi d'avantages particuliers et constater l'augmentation de capital ; il pourrait aussi réduire l'évaluation des apports ou la rémunération des avantages particuliers, si les apporteurs y consentent.

La vingt-sixième résolution autorise le Conseil à utiliser la délégation de pouvoirs prévue à la vingt-cinquième résolution **en période d'offre publique** visant les titres de la Société, pour la même durée et avec un plafond commun.

Vingt-cinquième résolution

Délégation de pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions et des valeurs mobilières complexes, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital (utilisable uniquement en dehors d'une période d'offre publique sur les titres de la Société, sauf autorisation spécifique de l'Assemblée générale)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, délègue au Conseil d'administration les pouvoirs à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, sur le rapport du ou des Commissaires aux apports mentionné aux 1^{er} et 2^e alinéas de l'article L. 225-147 du Code de commerce, à l'émission (i) d'actions de la Société ou (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à des actions existantes de la société ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société ou (iii) de valeurs mobilières donnant accès à des actions à émettre de la Société, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L. 225-148 du Code de commerce ne sont pas applicables, et décide, en tant que de besoin, de supprimer, au profit des porteurs des titres de capital ou valeurs mobilières, objet des apports en nature, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et valeurs mobilières ainsi émises.

La délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de 26 mois à compter de la présente Assemblée générale.

Le montant nominal d'augmentation de capital de la Société, immédiate ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra pas excéder, et s'imputera sur, le plafond relatif aux augmentations de capital prévu à la dix-huitième résolution soumise à la présente Assemblée générale (1 milliard d'euros) (et en tout état de cause sera limité, conformément à la loi, à 10 % du capital social). Ce plafond ne tient pas compte du nominal des actions de la Société qu'il faudrait émettre pour préserver, conformément à la loi, les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions.

La présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation pourront donner accès.

Le Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par loi, disposera de tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délégation, notamment pour statuer, sur le rapport du ou des Commissaires aux apports susvisé, sur l'évaluation des apports et l'octroi d'avantages particuliers.

Toutefois, en cas de dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la société, le Conseil d'administration ne pourra, à compter du dépôt du projet d'offre publique et jusqu'à la fin de la période d'offre, décider de mettre en œuvre la présente délégation de pouvoirs, sauf autorisation en application de la vingt-sixième résolution soumise à la présente Assemblée générale (si celle-ci est approuvée par la présente Assemblée générale) ou autorisation spécifique en période d'offre publique donnée par l'Assemblée générale.

Il est mis fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée générale mixte du 1^{er} juin 2017, par sa vingt-cinquième résolution.

Vingt-sixième résolution

Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet d'utiliser la délégation de pouvoirs accordée à la vingt-cinquième résolution en période d'offre publique sur les titres de la Société

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, autorise l'utilisation par le Conseil d'administration de la délégation de pouvoirs accordée par l'Assemblée générale à la vingt-cinquième résolution (sous réserve de l'approbation de celle-ci par la présente Assemblée générale) à tout moment, y compris, en cas de dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société, à compter de ce dépôt.

Il est précisé que le montant nominal de toute augmentation de capital intervenant dans ce cadre serait imputé sur le plafond fixé à la vingt-cinquième résolution.



Résolution 27 : Limitation globale des autorisations

Le montant nominal maximum des augmentations de capital, immédiates et/ou à terme, susceptibles d'être réalisées en vertu des seizième à vingt-sixième résolutions est fixé à **3 milliards d'euros**.

Vingt-septième résolution

Limitation globale des autorisations

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide de fixer à 3 milliards d'euros le montant nominal maximum

d'augmentation de capital de la Société, immédiate ou à terme, susceptibles d'être réalisées en vertu des délégations conférées par les seizième à vingt-sixième résolutions soumises à la présente Assemblée générale, étant précisé qu'à ce montant nominal s'ajoutera, éventuellement, le montant nominal des actions à émettre pour préserver conformément à la loi les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions.

Résolution 28 : Attribution gratuite d'actions au bénéfice des dirigeants mandataires sociaux et de certains membres du personnel du groupe Orange

Il vous est demandé d'autoriser à nouveau cette année l'attribution gratuite d'actions, sous la forme d'actions de performance, aux dirigeants mandataires sociaux et à certains membres du personnel de la Société ou de sociétés ou groupements qui sont liés à la Société (filiales et participations). Ce dispositif vise à permettre de positionner les cadres dirigeants du groupe Orange dans des dispositifs comparables à ceux dont bénéficient les cadres exerçant des responsabilités comparables dans d'autres grands groupes.

Cette attribution serait faite dans le cadre du plan conditionné de rémunération variable pluriannuelle (*long term incentive plan* ou LTIP) mis en place pour les dirigeants mandataires sociaux de la Société et les membres du Comité Exécutif qui ne sont pas dirigeants mandataires sociaux de la Société pour la période 2019-2021, LTIP qui est étendu aux membres du personnel désignés « Executives » et « Leaders » selon les mêmes modalités (hors le nombre d'actions) et conditions. Ces modalités et conditions sont décrites dans le Rapport sur les rémunérations et avantages des dirigeants mandataires sociaux établi par votre Conseil (voir section 5.4.1.3 *Politique de rémunération des dirigeants mandataires sociaux pour 2019* du Document de référence de la Société).

Les caractéristiques de cette attribution ont été étudiées et décidées par votre Conseil sur la base des recommandations du CGRSE :

- le nombre d'actions attribuées est limité à 0,07 % du capital social en ce compris les actions attribuées aux dirigeants mandataires sociaux de la Société, étant précisé que, s'agissant de ces derniers, le nombre total d'actions serait plafonné à 100 000 actions ;
- il s'agit d'actions existantes ou d'actions nouvellement émises ;
- la durée de l'autorisation est limitée à 12 mois, le souhait du Conseil d'administration étant de procéder rapidement après l'Assemblée générale à l'attribution des actions afin de permettre une appréciation des conditions de performance sur les trois exercices 2019, 2020 et 2021 ;
- cette autorisation est assortie de conditions de performance liées :
 - au montant du *Cash-Flow Organique* (pour 50 % du droit à attribution définitive),
 - à l'évolution relative du *Total Shareholder Return* (TSR) (pour 50 % du droit à attribution définitive).

L'atteinte de l'objectif *Cash-Flow Organique* sera appréciée sur trois années successives (dont l'année 2019 au cours de laquelle les actions auront été attribuées gratuitement) par rapport au budget de chacune de ces trois années tel que le Conseil d'administration l'aura préalablement approuvé.

L'évolution relative du *Total Shareholder Return* (TSR) Orange sera appréciée par comparaison avec l'évolution du TSR du secteur des Télécommunications. L'évolution du TSR Orange sera calculée en comparant la moyenne des cours de Bourse de l'action Orange entre le 1^{er} septembre 2018 et le 31 décembre 2018 (soit 14,11 euros) à la moyenne des cours de Bourse de l'action Orange entre le 1^{er} septembre 2021 et le 31 décembre 2021 ; celle du TSR du secteur des télécommunications sera calculée selon la même méthodologie à partir de l'indice de référence *Stoxx Europe 600 Telecommunications* ou de tout autre indice qui viendrait s'y substituer.

L'acquisition définitive des actions (livraison de ces actions aux bénéficiaires) ne pourra pas intervenir avant le 31 mars 2022 et en tout état de cause être inférieure à deux ans, étant précisé :

- qu'aucune période minimale de conservation ne sera applicable aux bénéficiaires ;
- que les bénéficiaires devront être toujours en fonction au sein du Groupe à la date d'appréciation des conditions de performance de la période d'acquisition définitive.

Par exception à ce qui précède, les bénéficiaires dirigeants mandataires sociaux de la Société devront détenir jusqu'à la cessation de leurs fonctions au moins 50 % des actions qu'ils recevront.

Vingt-huitième résolution

Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'attribution gratuite d'actions de la Société au bénéfice de dirigeants mandataires sociaux et de certains membres du personnel du groupe Orange entraînant la suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de majorité et de *quorum* requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, autorise, conformément aux articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce, le Conseil d'administration à procéder, en une fois et aux conditions qu'il déterminera, dans les limites fixées dans la présente autorisation, à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre de la Société au profit de dirigeants mandataires sociaux (au sens de l'article L. 225-197-1 II. du Code de commerce) et de certains membres du personnel de la Société ou de sociétés ou groupements qui sont liés à la Société au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce.

Cette autorisation est consentie pour une durée de 12 mois à compter du jour de la présente Assemblée générale.

Le nombre total des actions attribuées gratuitement en vertu de la présente résolution ne pourra représenter plus de 0,07 % du capital de la Société à la date de la présente Assemblée générale, étant précisé que le nombre total des actions attribuées gratuitement aux dirigeants mandataires sociaux de la société au titre de la présente résolution ne pourra excéder 100.000 actions.

L'Assemblée générale décide que toute attribution décidée par le Conseil d'administration en application de la présente résolution sera soumise à l'atteinte des conditions de performance suivantes, telles que ces conditions pourront être précisées par le Conseil d'administration.

Les conditions de performance sont les suivantes :

- montant du *Cash-Flow Organique* du Groupe (pour 50 % du droit à attribution définitive), dont l'atteinte de l'objectif sera appréciée sur trois années successives (dont l'année au cours de laquelle les actions auront été attribuées gratuitement) par rapport au budget de chacune de ces trois années tel que le Conseil d'administration l'aura préalablement approuvé ;

- évolution relative du *Total Shareholder Return* (TSR) Orange (pour 50 % du droit à attribution définitive), dont la performance sera appréciée en comparant (i) l'évolution du TSR Orange calculé en comparant la moyenne des cours de Bourse de l'action Orange entre le 1^{er} septembre 2018 et le 31 décembre 2018 (soit 14,11 euros) à la moyenne des cours de Bourse de l'action Orange entre le 1^{er} septembre 2021 et le 31 décembre 2021, (ii) à l'évolution du TSR du secteur calculé selon la même méthodologie à partir de l'indice de référence « *Stoxx Europe 600 Telecommunications* » ou de tout autre indice qui viendrait s'y substituer.

Le résultat global obtenu pourra être modulé de manière limitée dans une fourchette de +/- 15 % par le Conseil d'administration sur la base de cinq critères quantifiables (le chiffre d'affaires diversification, le débit moyen *data* mobile et fixe, le *Brand Power*, le *Net Promoter Score* (NPS), et l'évolution du niveau de CO₂ par usage client, chaque critère pesant pour 3 % et si l'objectif est tenu, le critère sera valorisé + 3 % (- 3 % dans le cas contraire), et son résultat constaté selon le principe du « *hit or miss* ».

Le Conseil d'administration fixera la durée de la période d'acquisition définitive, qui ne pourra se terminer avant le 31 mars 2022 et en tout état de cause être inférieure à deux ans, étant précisé :

- qu'aucune période minimale de conservation ne sera applicable aux bénéficiaires ;
- que les bénéficiaires devront être toujours en fonction au sein du Groupe à la date d'appréciation des conditions de performance de la période d'acquisition définitive.

Par exception à ce qui précède, les bénéficiaires dirigeants mandataires sociaux de la société devront détenir jusqu'à la cessation de leurs fonctions au moins 50 % des actions qu'ils recevront.

En cas d'invalidité du bénéficiaire remplissant les conditions fixées par la loi, l'attribution définitive des actions pourra avoir lieu avant le terme de la période d'acquisition et la condition de présence pourra être levée.

En cas d'attribution au titre de la présente résolution sous la forme d'actions existantes, ces actions devront être acquises par la Société, soit dans le cadre de l'article L. 225-208 du Code de commerce, soit, le cas échéant, dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par la quinzième résolution soumise à la présente Assemblée générale au titre de l'article L. 225-209 du Code de commerce ou de tout programme de rachat d'actions applicable antérieurement ou postérieurement.

L'Assemblée générale prend acte et décide, en tant que de besoin, que la présente autorisation emporte, au profit des bénéficiaires des attributions d'actions, renonciation des actionnaires à tout droit sur les actions attribuées gratuitement sur le fondement de la présente résolution.

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet de :

- décider la répartition de l'attribution gratuite entre actions existantes et actions à émettre ;
- préciser les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions, en particulier le pourcentage d'attribution au titre du montant du Cash-Flow Organique du Groupe en fonction de l'atteinte ou non de l'objectif sur chacune des années considérées, et laisser à son appréciation une marge de tolérance de 3 % pour éviter l'effet cliquet du principe du « *hit or miss* » ;
- fixer, dans les conditions et limites légales, les dates auxquelles il sera procédé aux attributions gratuites ;
- déterminer l'identité des bénéficiaires, le nombre d'actions attribuées à chacun d'eux, et les modalités d'attribution et de livraison des actions ;
- décider les conditions dans lesquelles le nombre des actions attribuées sera ajusté ; et
- plus généralement, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, conclure tous accords, établir tous documents, effectuer toutes formalités et toutes déclarations auprès de tous organismes et faire tout ce qui serait autrement nécessaire.

Résolution 29 : Augmentation de capital réservée aux adhérents de plans d'épargne d'entreprise du groupe Orange

Cette résolution a pour objet de permettre l'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société, à souscrire en numéraire, au bénéfice des adhérents du plan d'épargne d'entreprise du groupe Orange. Le cas échéant, dans le cadre d'une telle émission, il pourrait être attribué à titre gratuit des actions ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société, en substitution de tout ou partie de la décote visée ci-après et/ou de l'abondement.

Le montant nominal d'augmentation de capital de la Société, immédiate ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de cette délégation, serait fixé à **200 millions d'euros**, compte non tenu du nominal des actions à émettre pour préserver conformément à la loi les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions.

Le prix de souscription des actions nouvelles serait égal à la moyenne des cours cotés aux 20 séances de Bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture de la souscription, diminuée de la décote maximale prévue par la loi au jour de la décision du Conseil d'administration, étant précisé que le Conseil d'administration pourrait réduire cette décote s'il le juge opportun, notamment en cas d'offre de titres sur le marché international et/ou à l'étranger pour satisfaire notamment aux exigences des droits locaux applicables.

Le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ainsi émises serait supprimé au profit des adhérents du plan d'épargne d'entreprise du groupe Orange.

Cette délégation aurait une durée de **18 mois**.

Au 31 décembre 2018, le personnel de la Société détenait, à travers le FCPE du Plan d'épargne Groupe, 5,13 % du capital et 8,56 % des droits de vote. Certains salariés détiennent également au 31 décembre 2018 des actions Orange au nominatif dans le cadre d'opérations passées (attribution gratuite d'actions), à savoir 0,37 % du capital et 0,62 % des droits de vote.

Vingt-neuvième résolution

Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet de procéder à des émissions d'actions ou de valeurs mobilières complexes, réservées aux adhérents de plans d'épargne entraînant la suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, délègue au Conseil d'administration, pour une durée de 18 mois, sa compétence pour décider, en une ou plusieurs fois, l'émission (i) d'actions de la Société ou (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à des actions existantes de la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société ou (iii) de valeurs mobilières donnant accès à des actions à émettre de la Société, réservée aux adhérents des plans d'épargne d'entreprise (et/ou aux adhérents de tout autre plan pour lequel l'article L. 3332-18 du Code du travail permettrait de réserver une augmentation de capital dans des conditions équivalentes) mis en place au sein de la Société ou de son groupe.

Pour les besoins de la présente délégation, on entend par groupe, la Société et les entreprises, françaises ou étrangères, entrant dans le périmètre de consolidation des comptes de la société en application des articles L. 3344-1 et L. 3344-2 du Code du travail.

Le montant nominal d'augmentation de capital de la société immédiate ou à terme résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation est fixé à 200 millions d'euros, compte non tenu du nominal des actions à émettre pour préserver conformément à la loi les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions.

Le prix de souscription des actions nouvelles sera égal à la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture de la souscription, diminuée de la décote maximale prévue par la loi au jour de la décision du Conseil d'administration, étant précisé que le Conseil d'administration pourra réduire cette décote s'il le juge opportun, notamment en cas d'offre aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise de titres sur le marché international et/ou à l'étranger notamment afin de satisfaire aux exigences des droits locaux applicables.

Le Conseil d'administration pourra attribuer, à titre gratuit, aux bénéficiaires ci-dessus indiqués, en complément des actions à souscrire en numéraire, des actions existantes ou à émettre, de même nature ou non que celles à souscrire en numéraire, à titre de substitution de tout ou partie de la décote susvisée et/ou d'abondement, étant entendu que l'avantage résultant de cette attribution ne pourra excéder les limites légales ou réglementaires applicables. Le montant nominal des augmentations de capital réalisées immédiatement ou à terme du fait de l'attribution d'actions s'imputera sur le plafond ci-dessus (200 millions d'euros).

L'Assemblée générale décide de supprimer, au profit des bénéficiaires ci-dessus indiqués, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres à émettre dans le cadre de la présente délégation, lesdits actionnaires renonçant par ailleurs à tout droit aux titres attribués gratuitement sur le fondement de cette délégation (y compris à la partie des réserves, bénéfices ou primes incorporées au capital, à raison de l'attribution desdits titres faite sur le fondement de la présente délégation).

L'Assemblée générale prend acte que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner accès.

Le Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par loi, disposera de tous pouvoirs à l'effet de mettre en œuvre la présente délégation et notamment pour :

- arrêter les caractéristiques, montant et modalités de toute émission de titres ;
- déterminer que les émissions pourront avoir lieu directement au profit des bénéficiaires ou par l'intermédiaire d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) d'épargne salariale ou organismes équivalents ;
- arrêter la liste des sociétés, ou groupements, dont les membres du personnel et anciens membres du personnel pourront souscrire aux actions émises ;
- déterminer la nature et les modalités de l'augmentation de capital, ainsi que les modalités de l'émission ;
- constater la réalisation de l'augmentation de capital ;
- déterminer, s'il y a lieu, le montant des sommes à incorporer au capital dans la limite fixée ci-dessus, le ou les postes des capitaux propres où elles sont prélevées ainsi que la date de jouissance des actions ainsi créées ;
- s'il le juge opportun, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes afférentes à ces augmentations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation ; et
- prendre toute mesure pour la réalisation des augmentations de capital, procéder aux formalités consécutives à celles-ci, notamment celles relatives à l'admission aux négociations des titres créés, et apporter aux statuts les modifications corrélatives à ces augmentations de capital, et généralement faire le nécessaire.

Il est mis fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée générale mixte du 4 mai 2018 par sa dix-huitième résolution.



Résolution 30 : Augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes

Cette résolution a pour objet de permettre l'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes. La loi soumet son seul vote par l'Assemblée générale aux conditions de *quorum* et de majorité des assemblées ordinaires. C'est pourquoi elle fait l'objet d'une résolution particulière.

Cette délégation vise, soit par création d'actions nouvelles, soit par élévation du nominal (actuellement 4 euros par action), à permettre au Conseil d'administration, s'il l'estimait nécessaire, par exemple, à renforcer le capital social par incorporation de réserves ou primes.

Orange SA dispose en particulier de primes d'émission à hauteur de 15,8 milliards d'euros.

La délégation de compétence, qui serait conférée également pour une durée de **26 mois**, permettrait au Conseil de décider, en une ou plusieurs fois, une augmentation de capital, à concurrence d'un montant nominal maximum de **2 milliards d'euros**, étant précisé que ce plafond est fixé :

- compte non tenu du nominal des actions de la société à émettre, éventuellement, au titre des ajustements effectués pour protéger les titulaires de valeurs mobilières donnant accès à terme à des actions ordinaires ; et
- de façon autonome des plafonds d'augmentation de capital résultant des émissions d'actions ou de valeurs mobilières autorisées par les seizième à vingt-sixième résolutions.

Trentième résolution

Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital de la Société par incorporation de réserves, bénéfices ou primes

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, délègue sa compétence au Conseil d'administration pour décider d'augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois aux époques et selon les modalités qu'il déterminera, par incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes, suivie de la création et de l'attribution gratuite d'actions ou de l'élévation du nominal des actions existantes, ou de la combinaison de ces deux modalités.

La délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de 26 mois à compter de la présente Assemblée générale.

Le Conseil d'administration aura la faculté de décider que les titres de capital qui n'auront pu être attribués individuellement et correspondant à des droits formant rompus seront vendus ; la vente de ces titres et la répartition des sommes provenant de cette vente seront allouées aux titulaires des droits dans le délai prévu par la réglementation.

Le montant nominal d'augmentation de capital, immédiat ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra pas excéder 2 milliards d'euros, compte non tenu du nominal des actions à émettre pour préserver conformément à la loi les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions.

Il est mis fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée générale mixte du 1^{er} juin 2017 par sa vingt-huitième résolution.



Résolution 31 : Réduction de capital

Le Conseil d'administration vous propose de l'autoriser, pendant une période de **18 mois** à compter de l'Assemblée générale, à annuler tout ou partie des actions Orange qui auraient été acquises, soit dans le cadre du programme de rachat d'actions qui fait l'objet de la douzième résolution, soit dans le cadre de programmes de rachat d'actions antérieurs ou postérieurs à l'Assemblée générale, et, en conséquence, de réduire le capital.

Les actions ne peuvent être, selon la loi, annulées que dans la limite de 10 % du capital de la société par période de 24 mois.

Trente-et-unième résolution

Autorisation au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital par annulation d'actions

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes :

- délègue, pour une durée de 18 mois, au Conseil d'administration tous pouvoirs à l'effet de procéder à l'annulation, en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10 % du capital de la société par périodes de 24 mois, de tout ou partie des actions de la société acquises dans le cadre des programmes d'achat d'actions autorisés par la quinzième résolution soumise à la présente Assemblée générale ou encore de programmes d'achat d'actions autorisés antérieurement ou postérieurement à la date de la présente Assemblée générale ;

- décide que l'excédent du prix d'achat des actions sur leur valeur nominale sera imputé sur le poste « Primes d'émission » ou sur tout poste de réserves disponibles, y compris la réserve légale, celle-ci dans la limite de 10 % de la réduction de capital réalisée ;
- délègue au Conseil d'administration tous pouvoirs, avec faculté de délégation dans les conditions légales, pour procéder à la réduction de capital résultant de l'annulation des actions et à l'imputation précitée, ainsi que pour modifier en conséquence les statuts.

Il est mis fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée générale mixte du 4 mai 2018 par sa dix-neuvième résolution.



Résolution 32 : Pouvoirs pour formalités

Il est proposé très classiquement à l'Assemblée générale de conférer tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de l'Assemblée générale en vue de l'accomplissement de toutes les formalités et dépôts et publicité prévus par la législation en vigueur en matière d'Assemblée générale.

Trente-deuxième résolution

Pouvoirs pour formalités

L'Assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée générale en vue de l'accomplissement de toutes les formalités légales

ou administratives et faire tous dépôts et publicité prévus par la législation en vigueur.

Rapport complémentaire du Conseil d'administration à l'Assemblée générale des actionnaires d'Orange du 21 mai 2019

Note importante

Ce rapport complète celui du 15 mars 2019 établi par le Conseil d'administration pour l'Assemblée générale mixte d'Orange du 21 mai 2019.

Afin de permettre aux actionnaires d'être informés avant de se prononcer sur les projets de résolutions qui seront mis au vote, le Conseil d'administration a arrêté le 17 avril 2019 le présent rapport complémentaire compte tenu des demandes d'inscriptions de résolutions et d'amendement ainsi que d'un point à l'ordre du jour présentés par des actionnaires, conformément à l'article L. 225-105 du code de commerce, tels qu'ils figureront dans l'avis de convocation à l'Assemblée générale mixte de la Société à paraître dans le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires.

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Ce rapport complémentaire a été préparé dans le cadre de l'Assemblée générale mixte de la Société devant se tenir le 21 mai 2019, pour laquelle vous avez été convoqués conformément aux dispositions de la loi et des statuts de notre Société.

Le Conseil d'administration a complété l'ordre du jour et le texte des projets de résolutions figurant dans l'avis de réunion à l'Assemblée générale mixte de la Société, paru dans le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires numéro 34 du 20 mars 2019.

Ces modifications concernent :

- les demandes d'inscription à l'ordre du jour de projets de résolutions adressées à la Société par le Fonds Commun de Placement d'Entreprise (FCPE) Orange Actions, en application des dispositions des articles L. 225-105 et R. 225-71 et suivants du Code de commerce :

Les résolutions n'ont pas été agréées par votre Conseil et par conséquent sont numérotées avec des lettres et non avec des chiffres.

- Amendement à la troisième résolution – Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2018, tel que ressortant des comptes annuels (Résolution A) ;
- Modification de l'article 13 des statuts sur le cumul des mandats (Résolution B) ;
- Augmentation de capital en numéraire réservée aux adhérents de plans d'épargne entraînant la suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires (Résolution C) ;
- Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'attribution gratuite d'actions de la Société au bénéfice des membres du personnel du groupe Orange (Résolution D).
- La demande d'inscription d'un point à l'ordre du jour à la demande du Fonds Commun de Placement d'Entreprise Orange Actions, sans vote : *Quelle est la stratégie qu'Orange entend déployer pour parvenir à 10 % d'actionariat salarié ?*

En application de la loi, le rapport établi par le Conseil d'administration en date du 15 mars 2019 est complété par le présent rapport, afin de permettre aux actionnaires d'être informés avant de voter sur les Résolution C et Résolution D proposées.

Le rapport du Conseil d'administration du 15 mars 2019 (figurant dans le Document de référence 2018 d'Orange) doit donc être lu à la lumière des éléments complémentaires figurant dans le présent rapport ayant trait à ces résolutions, la Résolution A et la Résolution B ne faisant pas formellement l'objet d'un rapport complémentaire.

Mesdames et Messieurs les actionnaires d'Orange trouveront dans l'avis de convocation à paraître et dans la brochure de convocation préparée pour l'Assemblée générale mixte du 21 mai 2019, le texte des résolutions et les motivations de leur présentation à votre vote.

Résolution C

Augmentation de capital en numéraire réservée aux adhérents de plans d'épargne entraînant la suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires

Cette résolution vise à autoriser une augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal de 200 millions d'euros, soit 50 millions d'actions (soit 1,88 % du capital d'Orange SA à date) avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit des adhérents du Plan d'Épargne Groupe (PEG) d'Orange.

Le prix de souscription des actions nouvelles à émettre serait égal à la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le jour de la fixation par le Conseil d'administration de la date d'ouverture de la souscription, diminuée de la décote maximale prévue par la loi qui est actuellement de 20 % (et que la loi Pacte a prévu de porter à 30 %), étant précisé que le Conseil d'administration pourrait réduire cette décote en cas d'offre aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise d'actions sur le marché international et/ou à l'étranger afin, le cas échéant, de satisfaire aux exigences des droits locaux applicables.

Cette offre serait à réaliser d'ici l'Assemblée générale de la Société appelée à statuer en 2020 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Dans ce cadre, l'Assemblée générale donnerait tous pouvoirs au Conseil d'administration avec faculté de délégation, à l'effet de mettre en œuvre la présente délégation et notamment pour :

- déterminer que l'émission pourrait avoir lieu directement au profit des bénéficiaires ou par l'intermédiaire du FCPE Orange Actions ou du FCPE Orange Ambition International via l'attribution de parts représentatives des actions Orange souscrites ;
- arrêter la liste des sociétés, ou groupements, dont les membres du personnel et anciens membres du personnel pourraient souscrire aux actions émises ;
- déterminer les modalités de l'émission, dont son calendrier, et le prix d'émission des actions ;
- constater la réalisation de l'augmentation de capital ; et
- prendre toute mesure pour la réalisation de cette augmentation de capital, procéder aux formalités consécutives à celle-ci.

Cette demande, pour le FCPE Orange Actions, a pour objectif de l'accélérer la part de l'actionariat salarié, les salariés étant une catégorie parmi les actionnaires. Dans ce cadre, il indique que le développement d'une entreprise est significativement meilleur lorsque l'actionariat salarié y est fortement développé, mais également que la réussite Orange demande un engagement toujours plus fort de ses salariés.

Le Conseil d'administration pourrait attribuer, à titre gratuit, aux bénéficiaires en complément des actions à souscrire en numéraire, des actions existantes ou à émettre, de même nature que celles à

souscrire en numéraire, à titre de substitution de tout ou partie de la décote susvisée et/ou d'abondement dans les limites légales ou réglementaires applicables.

Résolution D

Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'attribution gratuite d'actions de la Société au bénéfice des membres du personnel du groupe Orange

Cette résolution propose d'autoriser le Conseil d'administration à procéder à une attribution gratuite d'actions Orange existantes ou à émettre, au profit de l'ensemble des membres du personnel du Groupe pour une durée de 12 mois.

Cette demande s'inscrit, pour le FCPE Orange Actions, dans la perspective de renforcer la participation de salariés en intégrant la dimension reconnaissance pour l'ensemble du personnel du Groupe.

L'attribution gratuite d'actions demandée est soumise à l'atteinte de conditions de performance : au montant du Cash-Flow Organique (pour 50 %) et au montant de l'EBITDA ajusté (pour 50 %), et dont l'atteinte ou non sera appréciée annuellement sur les exercices 2019, 2020 et 2021 par rapport au budget de ces années, tel qu'il aura été préalablement approuvé par le Conseil d'administration.

Les principales autres caractéristiques de cette autorisation sont les suivantes :

- le nombre d'actions attribuées gratuitement ne pourra représenter plus de 0,4 % du capital social ;

- l'acquisition définitive des actions sera soumise à une condition de présence et ne pourrait pas intervenir avant le 31 mars 2022 ;

- et si, au terme de la période d'acquisition définitive, les conditions de performance n'étaient pas remplies, chaque membre du personnel du groupe Orange concerné recevra néanmoins, sous condition de présence, 50 % des actions qui lui auront été initialement attribuées.

Votre Conseil, sur ces projets de Résolution C et de Résolution D, a rappelé son attachement au développement de l'actionnariat salarié et le souhait du Président et de la Direction Générale de le promouvoir. Le Conseil a toutefois souligné que plusieurs opérations avaient été menées ces dernières années : des offres réservées au personnel (« Cap'Orange 2014 », avec 16 millions d'actions et « Orange Ambition 2016 » avec 11,2 millions d'actions), et en 2017 un plan d'attribution gratuite d'actions avec conditions de performance, « Orange Vision 2020 », avec plus de 140 000 salariés éligibles, dans 87 pays et environ 9,1 millions d'actions attribuées.

Chaque opération d'actionnariat salarié requiert la mobilisation de ressources importantes de la part de l'entreprise, et votre Conseil a rappelé l'importance de trouver le bon rythme par rapport à ces ressources et de s'inscrire dans une vue plus globale portée par la Direction Générale d'Orange, par exemple lors de la mise en place d'un nouveau plan stratégique ou de cession d'actions par un actionnaire de référence. C'est pourquoi, à la lumière de ces éléments, il a décidé de ne pas agréer ces projets de résolutions portés par le FCPE Orange Actions.

Projets de résolutions proposés par le Fonds Commun de Placement d'Entreprise Orange Actions

À titre ordinaire

Résolution A

Amendement à la troisième résolution – Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2018, tel que ressortant des comptes annuels

Compte tenu des résultats de la Société qui ne devraient pas être destinés au seul paiement d'un dividende aux actionnaires et afin de préserver ses marges de manœuvre en termes d'investissements, il est proposé de réduire le montant du dividende décidé par le Conseil d'administration dans la troisième résolution.

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels :

- constate que compte tenu du bénéfice de l'exercice s'élevant à 2 533 199 580,72 euros et du report à nouveau créditeur de 6 900 173 446,04 euros (avant imputation de l'acompte sur dividende visé au (iii) ci-après), le bénéfice distribuable s'élève à 9 433 373 026,76 euros ;
- décide de verser aux actionnaires, à titre de dividende, 0,55 euro par action et d'affecter le solde du bénéfice distribuable au poste « Report à nouveau » ;
- prend acte que, compte tenu de l'acompte sur dividende d'un montant de 0,30 euro par action mis en paiement le 6 décembre 2018, le solde du dividende à distribuer s'élève à 0,25 euro par action.

Le reste de la troisième résolution demeure inchangé.

À titre extraordinaire

Résolution B

Modification de l'article 13 des statuts sur le cumul des mandats

Cette résolution propose de modifier l'article 13 des statuts afin de fixer un nombre maximum de mandats que les administrateurs d'Orange peuvent accepter pour exercer les fonctions d'administrateurs de la Société.

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide de modifier l'article 13 des statuts afin de fixer un nombre maximum de mandats que les administrateurs de la société peuvent accepter pour exercer les fonctions d'administrateur de la Société.

En conséquence, il est ajouté le point 12 à l'article 13 des statuts comme suit :

« 12. Chaque administrateur, personne physique nommé par l'Assemblée générale, ne peut exercer simultanément plus de deux autres mandats d'administrateur ou de membre de Conseil de surveillance de sociétés ayant leur siège social sur le territoire français et dont les titres de capital sont admis aux négociations sur un marché réglementé.

Pour l'application des dispositions du premier alinéa, ne sont pas pris en compte les mandats d'administrateur ou de membre de Conseil de surveillance exercés par la personne considérée dans les sociétés contrôlées par la Société au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce.

Toute personne physique qui se trouve en infraction avec les dispositions des deux alinéas précédents doit se mettre en conformité avec lesdites dispositions dans les trois mois de sa nomination. À l'expiration de ce délai, elle est réputée s'être démise de son mandat d'administrateur de la Société, sans que soit, de ce fait, remise en cause la validité des délibérations auxquelles elle a pris part (avant ou après l'expiration dudit délai). »

Résolution C

Augmentation de capital en numéraire réservée aux adhérents de plans d'épargne entraînant la suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires

Le Conseil de surveillance du FCPE Orange Actions conçoit le développement d'Orange dans l'intérêt de l'ensemble de ses actionnaires. Il est admis que le développement d'une entreprise est significativement meilleur lorsque l'actionnariat salarié y est fortement développé. La réussite des objectifs d'Orange au service de l'ensemble de ses parties prenantes demande un engagement toujours plus fort des salariés. Ces deux éléments appellent des décisions de l'Assemblée générale pour une accélération de la part de l'actionnariat salarié. Cette accélération doit être une réalité que pourra constater l'Assemblée générale de 2020. Il est proposé à l'Assemblée générale de fixer le rythme annuel de cette accélération dès 2019.

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, décide de procéder à une émission d'actions de la Société en numéraire réservée aux adhérents des plans d'épargne d'entreprise (et/ou aux adhérents de tout autre plan pour lequel l'article L. 3332-18 du Code du travail permettrait de réserver une augmentation de capital dans des conditions équivalentes) mis en place au sein de la Société ou de son groupe.

Cette émission devra être réalisée au plus tard à la date de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Pour les besoins de la présente délégation, on entend par groupe, la Société et les entreprises, françaises ou étrangères, entrant dans le périmètre de consolidation des comptes de la société en application des articles L. 3344-1 et L. 3344-2 du Code du travail.

Le montant nominal de l'augmentation de capital de la société résultant de ladite émission est fixé à 200 millions d'euros.

Le prix de souscription des actions nouvelles sera égal à la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le jour de la fixation par le Conseil d'administration de la date d'ouverture de la souscription, diminuée de la décote maximale prévue par la loi, étant précisé que le Conseil d'administration pourra réduire cette décote en cas d'offre aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise d'actions sur le marché international et/ou à l'étranger afin, le cas échéant, de satisfaire aux exigences des droits locaux applicables.

Le Conseil d'administration pourra attribuer, à titre gratuit, aux bénéficiaires ci-dessus indiqués, en complément des actions à souscrire en numéraire, des actions existantes ou à émettre, de même nature que celles à souscrire en numéraire, à titre de substitution de tout ou partie de la décote susvisée et/ou d'abondement, étant entendu que l'avantage résultant de cette attribution ne pourra excéder les limites légales ou réglementaires applicables. Le montant nominal des augmentations de capital réalisées immédiatement ou à terme du fait de l'attribution d'actions s'imputera sur le montant de 200 millions d'euros susvisé.

L'Assemblée générale décide de supprimer, au profit des bénéficiaires ci-dessus indiqués, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions à émettre dans le cadre de la présente délégation, lesdits actionnaires renonçant par ailleurs à tout droit aux actions attribuées gratuitement sur le fondement de cette délégation (y compris à la partie des réserves, bénéfices ou primes incorporées au capital, à raison de l'attribution desdites actions faite sur le fondement de la présente délégation).

Le Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par loi, disposera de tous pouvoirs à l'effet de mettre en œuvre la présente décision et notamment pour :

- déterminer que l'émission pourra avoir lieu directement au profit des bénéficiaires ou par l'intermédiaire du FCPE Orange Actions ou du FCPE Orange Ambition International via l'attribution de parts représentatives des actions Orange souscrites ;

- arrêter la liste des sociétés, ou groupements, dont les membres du personnel et anciens membres du personnel pourront souscrire aux actions émises ;
- déterminer les modalités de l'émission, dont son calendrier, et le prix d'émission des actions ;
- constater la réalisation de l'augmentation de capital ;
- déterminer, s'il y a lieu, le montant des sommes à incorporer au capital dans la limite fixée ci-dessus, le ou les postes des capitaux propres où elles sont prélevées ainsi que la date de jouissance des actions ainsi créées ;
- s'il le juge opportun, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes afférentes à ces augmentations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation ; et
- prendre toute mesure pour la réalisation de cette augmentation de capital, procéder aux formalités consécutives à celle-ci, notamment celles relatives à l'admission aux négociations des actions créées, et apporter aux statuts les modifications corrélatives à cette augmentation de capital, et généralement faire le nécessaire.

Résolution D

Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'attribution gratuite d'actions de la Société au bénéfice des membres du personnel du groupe Orange

Dans la perspective de renforcer la participation des salariés au capital de l'entreprise, le Conseil de surveillance Orange Actions préconise que le Conseil d'administration puisse utiliser le dispositif d'attribution gratuite d'actions permettant d'intégrer la dimension reconnaissance pour l'ensemble du personnel consécutive à la création de richesses du Groupe.

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, autorise, conformément aux articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce, le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, à procéder, en une fois et aux conditions qu'il déterminera, dans les limites fixées dans la présente autorisation, à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre de la Société au profit des membres du personnel de la Société et de sociétés ou groupements qui lui sont liés au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce.

Cette autorisation est consentie pour une durée de 12 mois à compter du jour de la présente Assemblée générale.

Le nombre total des actions attribuées gratuitement en vertu de la présente résolution ne pourra représenter plus de 0,4 % du capital de la Société à la date de la présente Assemblée générale.

L'Assemblée générale décide que toute attribution en application de la présente résolution sera soumise à l'atteinte des conditions de performance suivantes, telles que ces conditions pourront être précisées par le Conseil d'administration :

- évolution du « Cash-Flow Organique du Groupe » (pour 50 % du droit à attribution définitive) ;
- évolution de l'« EBITDA ajusté du Groupe » (pour 50 % du droit à attribution définitive).

La performance sera appréciée sur trois années successives (dont l'année au cours de laquelle les actions auront été attribuées gratuitement) par rapport au budget de chacune de ces trois années tel que le Conseil d'administration l'aura préalablement approuvé.

Le Conseil d'administration fixera la durée de la période d'acquisition définitive, qui ne pourra se terminer avant le 31 mars 2022 et en tout état de cause être inférieure à deux ans, étant précisé qu'aucune période minimale de conservation ne sera applicable. Une condition de présence pourra être stipulée.

L'Assemblée générale décide que si, au terme de la période d'acquisition définitive, les conditions de performance n'étaient pas remplies, chaque membre du personnel du groupe Orange concerné recevra néanmoins, sous condition de présence, la moitié des actions initialement attribuées au membre du personnel considéré.

En cas d'invalidité du bénéficiaire remplissant les conditions fixées par la loi, l'attribution définitive des actions pourra avoir lieu avant le terme de la période d'acquisition définitive et, le cas échéant, la condition de présence pourra être levée.

Les actions existantes pouvant être attribuées au titre de la présente résolution devront être acquises par la Société, soit dans le cadre de l'article L. 225-208 du Code de commerce, soit, le cas échéant, dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par la quinzième résolution soumise à la présente Assemblée générale au titre de l'article L. 225-209 du Code de commerce ou de tout programme de rachat d'actions applicable antérieurement ou postérieurement.

L'Assemblée générale prend acte et décide, en tant que de besoin, que la présente autorisation emporte, au profit des bénéficiaires des attributions d'actions, renonciation des actionnaires à tout droit sur les actions attribuées gratuitement sur le fondement de la présente résolution.

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à l'effet de mettre en œuvre la présente délégation et, notamment, afin de :

- décider la répartition de l'attribution gratuite entre actions existantes et actions à émettre ;
- préciser les conditions d'attribution des actions ;
- fixer, dans les conditions et limites légales, les dates auxquelles il sera procédé aux attributions gratuites ;
- déterminer l'identité des bénéficiaires, le nombre d'actions attribuées à chacun d'eux, les modalités d'attribution et de livraison des actions ;
- décider les conditions dans lesquelles le nombre des actions attribuées sera ajusté ; et
- plus généralement conclure tous accords, établir tous documents, effectuer toutes formalités et toutes déclarations auprès de tous organismes et faire tout ce qui serait autrement nécessaire.

Point inscrit à l'ordre du jour à la demande du Fonds Commun de Placement d'Entreprise Orange Actions, sans vote

Quelle est la stratégie qu'Orange entend déployer pour parvenir à 10 % d'actionnariat salarié ?

Au regard du plan stratégique, Orange a réaffirmé son engagement au développement de l'actionnariat salarié ; il n'en demeure pas moins que cette ambition doit s'accompagner d'une montée au capital à hauteur de 10 % de la participation des actionnaires salariés.

Dans cette perspective, le Conseil de surveillance Orange Actions interpelle le Conseil d'administration sur l'atteinte de cette ambition et les leviers effectifs de mise en œuvre pour y parvenir et à quel terme ?

En fonction de cette visibilité sur les planifications à venir des offres d'achat ou attributions gratuite d'actions, le Conseil de surveillance souhaite être consulté lors de la détermination des modalités des dispositifs choisis afin de porter les intérêts et attentes des actionnaires salariés et permettre ainsi de capitaliser sur sa gouvernance actuelle.

Synthèse des autorisations financières

Plafonds des autorisations financières soumises au vote de l'Assemblée générale du 21 mai 2019

Nature des autorisations	Résolution	Plafonds (en €)	Limitation globale 27 ^e résolution (durée 26 mois)	Durée	Date d'expiration
Attribution d'actions de performance aux mandataires sociaux, Comex et autres cadres dirigeants	28 ^e résolution	0,07 % du capital		12 mois	20/05/2020
Émission d'actions avec maintien du DPS : – en dehors d'une offre publique – en période d'offre publique	16 ^e résolution 17 ^e résolution	2 milliards		26 mois	20/07/2021
Émission d'actions par offre au public avec suppression du DPS : – en dehors d'une offre publique – en période d'offre publique	18 ^e résolution 19 ^e résolution	1 milliard		26 mois	20/07/2021
Émission d'actions par offre à investisseurs qualifiés ou cercle restreint d'investisseurs avec suppression du DPS : – en dehors d'une offre publique – en période d'offre publique	20 ^e résolution 21 ^e résolution	1 milliard	3 milliards	26 mois	20/07/2021
Augmentation du nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans suppression du DPS	22 ^e résolution	15 % de l'émission initiale		26 mois	20/07/2021
Émission d'actions en cas d'OPE initiée par la Société ⁽¹⁾ – en dehors d'une offre publique – en période d'offre publique	23 ^e résolution 24 ^e résolution	1 milliard		26 mois	20/07/2021
Émission d'actions pour rémunérer des apports en nature consentis à la Société ⁽¹⁾ – en dehors d'une offre publique – en période d'offre publique	25 ^e résolution 26 ^e résolution	1 064 022 639 (10 % du capital)		26 mois	20/07/2021
Augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes	30 ^e résolution	2 milliards		26 mois	20/07/2021
Augmentation de capital réservée aux adhérents de plans d'épargne	29 ^e résolution	200 millions		18 mois	20/11/2020
Réduction de capital par annulation d'actions	31 ^e résolution	1 064 022 639 (10 % du capital)		18 mois	20/11/2020

(1) Autorisation dont le montant nominal d'augmentation de capital s'imputerait sur le plafond de 1 milliard d'euros de la 18^e résolution.

Le récapitulatif complet des délégations et autorisations encore en vigueur accordées par l'Assemblée générale au Conseil d'administration, ainsi que leur utilisation sur l'exercice, figure dans le Document de référence de la Société (annexe du chapitre 6.6), accessible sur le site Internet dédié à l'Assemblée générale d'Orange : www.orange.com/ag2019.

Politique de rémunération des dirigeants mandataires sociaux pour 2019

Le Conseil d'administration a pris en compte le niveau d'approbation par l'Assemblée générale du 4 mai 2018 des résolutions relatives aux rémunérations des dirigeants mandataires sociaux pour 2018. Il est donc proposé une stabilité des rémunérations des dirigeants mandataires sociaux dans chacune de leurs composantes pour 2019 avec

uniquement quelques ajustements d'indicateurs ou de critères visant à rendre les dispositifs de rémunération plus en lien avec la stratégie de l'entreprise. Par ailleurs, les éléments de rémunérations 2019 sont présentés avec un souci de plus grande transparence et lisibilité, et la politique de rémunération fait l'objet d'une présentation synthétique.

Synthèse des modifications proposées

Éléments de rémunération	Modifications proposées	Motif
Rémunération variable annuelle	Pas de changement de structure Les poids du baromètre salarié et des indicateurs RH passent respectivement à 70 % et 30 % de l'indicateur Performance Sociale. D'autre part deux nouveaux indicateurs ressources humaines sont introduits : le <i>NPS apprenant</i> et le TFRAC qui remplacent le taux de managers formés aux modes collaboratifs et le taux de satisfaction <i>Plazza</i> .	L'enjeu de compétences étant essentiel pour Orange, il est proposé de retenir un indicateur qui concerne l'ensemble des métiers (<i>NPS apprenant</i>) sachant que les managers sont très largement formés aux modes collaboratifs. Le TFRAC est un indicateur reflétant un enjeu important pour Orange de sécurité et santé au travail.
Actions de performance	Pas de changement de structure Un nouvel indicateur de modulation est proposé en lieu et place de l'EBITDA, il s'agit de l'évolution du niveau de CO ₂ par usage client.	En lien avec notre politique RSE, il est proposé d'introduire un nouveau critère de modulation traduisant nos engagements ; c'est le cas de l'évolution du niveau de CO ₂ par usage client qui est suivi depuis plusieurs années.
Rémunération exceptionnelle	La possibilité de faire des paiements exceptionnels non prévus dans la politique de rémunération approuvée par les actionnaires est supprimée.	Bien que non utilisée, cette possibilité est supprimée pour plus de transparence dans la rémunération des dirigeants mandataires sociaux.

Rémunération fixe

La rémunération fixe des mandataires sociaux demeurera inchangée en 2019 :

- rémunération fixe annuelle du Président-Directeur Général : 950 000 euros ;
- rémunération fixe annuelle des Directeurs Généraux Délégués : 600 000 euros.

En application des dispositions de l'article L. 225-37-2 du Code de commerce, ce point fait l'objet d'une résolution visant à valider ces niveaux de rémunération fixe pour les mandataires sociaux (« say on pay » *ex ante*) et le vote sera soumis à l'approbation de l'Assemblée générale des actionnaires le 21 mai 2019 (voir section 6.5 du Document de référence – *Projets de résolutions, 13^e et 14^e résolutions*).

Rémunération variable annuelle

Le Conseil d'administration a décidé que les modalités de calcul de la rémunération variable des dirigeants mandataires sociaux demeureraient inchangées pour 2019.

- montant cible de la rémunération variable à objectifs atteints : 80 % de la rémunération fixe pour le Président-Directeur Général et 60 % de la rémunération fixe pour les Directeurs Généraux Délégués ;
- surperformance pouvant aller jusqu'à 100 % pour le Président-Directeur Général et absence de versement de surperformance pour les Directeurs Généraux Délégués en cas de dépassement des objectifs.

Dirigeant Mandataire Social	Rémunération fixe (en euros)	Cible %	Montant à la cible (en euros)	Min %	Max %	Montant maximum réalisable (en euros)
Stéphane Richard	950 000	80 %	760 000	0,00 %	100,00 %	950 000
Ramon Fernandez	600 000	60 %	360 000	0,00 %	60,00 %	360 000
Gervais Pellissier	600 000	60 %	360 000	0,00 %	60,00 %	360 000

Structure de la rémunération variable annuelle

- indicateurs financiers représentant 50 % de la rémunération variable annuelle, dont :
 - taux de croissance du chiffre d'affaires pour 20 % ;
 - le Cash-Flow Opérationnel pour 30 % ;
- indicateurs non financiers représentant 50 % de la rémunération variable annuelle, dont :
 - expérience client pour 17 % :
 - B2C customer experience pour le marché Grand Public (poids 75 %),
 - B2B customer experience pour le marché Entreprises (poids 25 %).

- performance sociale pour 33 % basée sur :
 - pour 70 % le baromètre salarié réalisé annuellement par un organisme externe réputé. Les résultats sont examinés à partir de la perception des salariés sur les trois thématiques : compétences, agilité collective, engagement,
 - pour 30 % trois indicateurs RH et RSE : le *NPS apprenant*, le taux de fréquence d'accidents du travail (TFRAC) et le taux de féminisation dans les réseaux de management.

Pour le Président-Directeur Général

Critère	Objectifs de performance 2019				Plage de variation
	Poids	Seuil	Cible	Maximum	
Croissance Organique du Chiffre d'affaires	20,00 %	Budget - 0,5pt	Budget	Budget + 1pt	0-25 %
Cash-Flow Opérationnel	30,00 %	Budget - 2,5 %	Budget	Budget + 5 %	0-37,5 %
Expérience client B2C	12,75 %	75,0	79,0	83,0	0-15,94 %
Expérience client B2B	4,25 %	7,07	7,47	7,87	0-5,31 %
Performance sociale : Baromètre salarié	23,10 %	-3	0	3	0-28,88 %
Performance sociale : Indicateurs RH	9,90 %	-3	0	3	0-12,37 %
Total pondéré	100,00 %				0-125 %

Pour les Directeurs Généraux Délégués

Critère	Objectifs de performance 2019				Plage de variation
	Poids	Seuil	Cible	Maximum	
Croissance organique du Chiffre d'affaires	20,00 %	Budget - 0,5pt	Budget	Budget	0-20 %
Cash-Flow Opérationnel	30,00 %	Budget - 2,5 %	Budget	Budget	0-30 %
Expérience client B2C	12,75 %	75,0	79,0	79,0	0-12,75 %
Expérience client B2B	4,25 %	7,07	7,47	7,47	0-4,25 %
Performance sociale : Baromètre salarié	23,10 %	-3	0	0	0-23,10 %
Performance sociale : Indicateurs RH	9,90 %	-3	0	0	0-9,90 %
Total pondéré	100,00 %				0-100 %

Recrutement

En cas de nomination d'une personne extérieure à l'entreprise comme dirigeant mandataire social, ces mêmes principes s'appliqueront, sachant qu'en cas d'arrivée en cours d'exercice, le montant dû sera calculé *prorata temporis* de sa présence ès-qualités.

Cessation de fonction

En cas de départ du Groupe, la part variable du dirigeant mandataire social concerné sera calculée *prorata temporis* de sa présence ès-qualités.

Rémunération variable pluriannuelle

Le Conseil d'administration a décidé de la mise en place d'un nouveau plan LTIP pour la période 2019-2021 dans la continuité des plans précédents. Ce plan en actions fera l'objet d'une résolution visant à autoriser le Conseil d'administration à attribuer gratuitement des actions aux dirigeants mandataires sociaux et à certains membres du personnel exerçant des fonctions clés au sein du Groupe et dont le vote sera soumis à l'approbation de l'Assemblée générale des actionnaires le 21 mai 2019 (vingt-huitième résolution).

Le recours à un mécanisme de rémunération long terme avec versement de numéraire pourra à nouveau être envisagé dans l'avenir si les évolutions réglementaires ou toute autre circonstance rendaient contraignant ou impossible l'utilisation par l'entreprise d'un dispositif au travers d'actions de performance. De même, dans l'hypothèse où l'Assemblée générale des actionnaires du 21 mai 2019 ne n'approuverait pas la vingt-huitième résolution, le Conseil d'administration pourra décider la rémunération en numéraire du LTIP 2019-2021.

Indicateurs de performance

Le Conseil d'administration a retenu les deux indicateurs suivants comptant chacun pour 50 % de l'enjeu du nouveau LTIP dont la durée reste fixée à trois ans :

- d'une part, un indicateur de marché, le *Total Shareholder Return* (TSR) basé sur la performance relative du rendement total pour l'actionnaire sur trois exercices, comparé à l'indice de référence *Stoxx Europe 600 Telecommunications* ;
- d'autre part, le *Cash-Flow Organique* mesuré sur trois exercices et comparé annuellement à la prévision budgétaire a été conservé comme indicateur financier interne. Sous l'impulsion du CGRSE, une réflexion est en cours pour déterminer, pour les années à venir, un nouvel indicateur plus en lien avec les objectifs moyen-terme d'Orange.

Conditions de performance

- *Cash-Flow Organique* :

Le *Cash-Flow Organique* sera apprécié annuellement par rapport au budget approuvé par le Conseil d'administration et pourra donner lieu à attribution de 50 %, 33 %, 17 % ou 0 % de l'enjeu du plan en fonction de l'atteinte ou non de l'objectif sur chacune des années considérées :

- si le résultat est inférieur au budget annuel : pas d'attribution ;
- si le résultat est supérieur ou égal au budget annuel : 100 % d'attribution pour l'année concernée ;
- TSR :
 - si le TSR Orange est supérieur ou égal à l'évolution de l'indice de référence du *Stoxx Europe 600 Telecommunications* sur la période du plan : 100 % d'attribution. Toutefois, dans l'hypothèse où le TSR Orange atteindrait l'objectif tout en étant négatif, le résultat serait soumis à l'approbation du Conseil d'administration,
 - si le TSR Orange est inférieur à l'évolution de l'indice : pas d'attribution.

Critères de modulation

Les critères suivants, liés au plan stratégique *Essentiels2020* dont les ambitions sont fixées en début de plan par le Conseil d'administration, ont pour vocation de moduler à +/- 15 % le nombre d'actions qui seront finalement acquises :

- le chiffre d'affaires diversification : il est composé en particulier des chiffres d'affaires des domaines M2M et Internet des Objets ;
- le débit *data* mobile et le débit *data* fixe : critères majeurs qui témoignent de l'expérience de nos clients haut- débit fixe et mobile et reflètent l'effort d'investissement très important consenti par Orange pour les montées en débit ; il est mesuré en Mbit/s (mégabits par seconde) en débit descendant, réseau vers client ;
- le Brand Power : mesure la perception de la marque, et cela, sur le parc clients mobile, qui est le plus important et présent sur l'ensemble des géographies du Groupe ;
- le NPS : permet de mesurer la recommandation client en ligne, au travers de sondages, avec la question posée aux clients : « Recommanderiez-vous les services « mobiles, Internet » d'Orange à votre famille ou vos amis ? » ;
- l'évolution du niveau de CO₂ par usage client : ce critère mesure l'évolution des émissions de CO₂ scope 1 et 2 des entités Orange des différents pays rapportées au nombre total de clients, chaque client étant pesé pour son nombre d'usages.

Le Conseil d'administration a décidé de moduler les résultats de la manière suivante :

- chaque critère pèse 3 % ;
- si l'objectif est tenu le critère sera valorisé + 3 %, - 3 % dans le cas contraire, selon le principe du « *hit or miss* ».

La modulation peut donc varier de - 15 % à + 15 %. Le résultat final est obtenu en multipliant le taux résultant de l'addition des deux critères de performance par (100 % + la modulation) tout en restant borné entre 0 % et 100 %.

Condition de présence

L'acquisition des actions est soumise à la condition que les dirigeants mandataires sociaux soient toujours en fonction à la date d'appréciation des conditions de performance de la période d'acquisition définitive.

Toutefois, dans certains cas de cessation des fonctions du bénéficiaire avant l'échéance d'une période triennale d'application du LTIP, l'atteinte des conditions de performance sera appréciée dans les conditions dérogatoires suivantes :

- si la cessation des fonctions du bénéficiaire résulte d'un décès ou d'une invalidité, les objectifs de TSR et celle du *Cash-Flow Organique* seront réputées atteints sur la période des 3 ans ;
- si la cessation des fonctions du bénéficiaire résulte du non renouvellement de son mandat social :
 - la performance du TSR et celle du *Cash-Flow Organique* seront appréciées en prenant en compte les évolutions validées au titre de chaque année sur la période précédant la cessation de fonction,
 - l'attribution des actions se fera prorata temporis de sa présence dans l'entreprise en tant que mandataire social.

Il est également précisé en tant que de besoin que si le bénéficiaire n'est plus mandataire social tout en restant dans le Groupe pendant la période du Plan, il conserve son droit à attribution d'actions au titre du Plan.

Niveau maximum d'attribution

Le nombre d'actions de performance maximal susceptible d'être attribué aux dirigeants mandataires sociaux à objectifs atteints est de 35 000 actions pour le Président-Directeur Général et de 18 000 actions pour les autres dirigeants mandataires sociaux.

Conservation des actions

Les dirigeants mandataires sociaux devront conserver au nominatif jusqu'à la cessation de leurs fonctions au moins 50 % des actions qu'ils recevront. En outre, les dirigeants mandataires sociaux ont formellement pris l'engagement de ne pas recourir sur ces titres à des instruments de couverture jusqu'à la cessation de leurs fonctions.

Rémunération exceptionnelle

Le Conseil d'administration a décidé, dans un souci de transparence, de ne pas reconduire la possibilité pour 2019 de procéder à des paiements exceptionnels non prévus dans la politique de rémunération.

Jetons de présence

Les dirigeants mandataires sociaux ne perçoivent pas de jetons de présence au titre des fonctions et mandats exercés dans des sociétés du Groupe.

Dispositifs liés à la cessation de fonction

Il n'existe aucune indemnité ou avantage dû ou susceptible d'être dû à raison de la cessation ou du changement de fonction des dirigeants mandataires sociaux, ni aucun engagement correspondant à des indemnités en contrepartie d'une clause de non- concurrence.

Toutefois, en cas de nomination d'un dirigeant mandataire social via un recrutement externe, le Conseil d'administration se réserve la possibilité d'appliquer de telles dispositions, dans le respect des dispositions légales et en conformité avec le Code Afep-Medef.

Régime de retraite supplémentaire

Les dirigeants mandataires sociaux ne bénéficient pas au titre de leur mandat d'un régime de retraite supplémentaire au-delà des régimes de base et complémentaires obligatoires.

En cas d'appartenance, antérieure au mandat du dirigeant, au régime de retraite à prestations définies instauré au bénéfice des membres du personnel classifié « hors grille » (régime qui a été supprimé pour les personnes recrutées à partir de 2011), le bénéfice de ce régime est suspendu et aucun droit n'est généré pendant la durée du mandat.

En outre, en cas de cessation du mandat, la période durant laquelle le dirigeant aura été mandataire social ne sera pas prise en compte, en termes d'ancienneté et de rémunération, pour le calcul de la rente.

Avantages en nature

Les dirigeants mandataires sociaux bénéficient, s'ils le souhaitent, d'une voiture de fonction avec chauffeur, de services de conseils apportant une assistance juridique personnelle liée à leurs fonctions dans la limite respectivement de cent heures annuellement pour le Président-Directeur Général et de vingt heures pour les autres dirigeants mandataires sociaux, d'accès Internet ou téléphonique et d'équipements, notamment informatiques, nécessaires à l'exercice de leurs fonctions.

Divers

Le Président-Directeur Général et les Directeurs Généraux Délégués sont affiliés aux régimes de prévoyance et d'assurance-maladie complémentaire du groupe Orange (voir section 6.7 du Document de référence : *Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées*).

Assemblée générale mixte d'Orange du 21 mai 2019

Demande d'envoi de documents



Afin de participer activement à l'objectif environnemental que s'est fixé la société, nous vous invitons à utiliser en priorité les moyens d'information électroniques.

Pour recevoir la documentation relative à l'Assemblée générale, vous devez retourner ce document, dûment complété, à :

Orange – Service des Assemblées – BP 1010 – 75721 Paris Cedex 15

Ces documents sont également disponibles sur le site **www.orange.com/ag2019**

En outre, les titulaires d'actions nominatives peuvent, conformément à l'article R. 225-88 du Code de commerce, obtenir de la Société, par une demande unique, l'envoi des documents et renseignements visés aux articles R. 225-81 et R. 225-83 à l'occasion de chacune des assemblées d'actionnaires ultérieures. Nota bene : le Document de référence de la Société inclus dans cette documentation excède 350 pages.

Merci de cocher les cases correspondantes à vos demandes ainsi que l'adresse d'envoi des documents :

☐ en application des dispositions de l'article R. 225-88 du Code de commerce, je demande à la société Orange de me faire parvenir l'ensemble des documents et renseignements concernant l'Assemblée générale mixte du 21 mai 2019, tels qu'ils sont énumérés à l'article R. 225-83 dudit Code.

☐ en qualité de **propriétaire d'actions nominatives**, je demande également qu'un formulaire de pouvoir et les documents et renseignements visés aux articles R. 225-81 et R. 225-83 du Code de commerce me soient adressés à l'occasion de chacune des assemblées d'actionnaires ultérieures :

☐ soit par voie électronique à l'adresse suivante : _____ @ _____

☐ soit par courrier à l'adresse mentionnée ci-après.

☐ les **propriétaires d'actions au porteur** doivent justifier de leur qualité. À cette fin :

Je déclare que mes actions sont inscrites sur un compte tenu par :

Nom et adresse de votre intermédiaire financier : _____

Intermédiaire habilité,

Et que l'attestation de participation délivrée par cet intermédiaire, constatant l'indisponibilité des actions inscrites en compte jusqu'à la date de l'Assemblée, a été déposée chez BNP Paribas Securities Services, dépositaire désigné dans l'avis de convocation (articles R. 225-85 et R. 225-88 du Code de commerce).

Coordonnées de l'actionnaire (à compléter, quel que soit le mode d'envoi retenu) :

M./M^{me}

Nom, Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Fait à _____, le _____

Signature de l'actionnaire






La présente brochure a été imprimée sur un papier couché 100 % recyclable et biodégradable, fabriqué à partir de pâtes blanchies ECF (*Elemental Chlorine Free*) dans une usine européenne certifiée ISO 9001 (pour sa gestion de la qualité), ISO 14001 (pour sa gestion de l'environnement), CoC FSC (pour l'utilisation de papiers issus de forêts gérées durablement) et accréditée EMAS (pour ses performances environnementales).

Vous informer

Vous souhaitez vous renseigner
sur l'Assemblée générale mixte d'Orange du 21 mai 2019

 **sur Internet :** www.orange.com/ag2019

 **par e-mail :** orange@relations-actionnaires.com

 **par téléphone :** **0800 05 10 10** Service & appel gratuits

ou + 33 1 40 14 80 07 hors de France
de 9 h 00 à 18 h 00, du lundi au vendredi

 **par courrier :** Orange BP 1010
75721 Paris Cedex 15

 suivez le live tweet
#AGOrange2019

Retrouvez toute l'information
sur l'Assemblée générale,
la **e-convocation** et le **e-vote** sur :
www.orange.com/ag2019



Orange

Direction des Relations Actionnaires

BP 1010 - 75721 Paris Cedex 15

SA au capital de 10 640 226 396 euros - RCS Paris 380 129 866